

CE QUE FEMMES VEULENT

Le Plan Nord et les femmes :
un rendez-vous raté ?

Nouveauté :
La mixité dans *Le ring*
Les jeunes, l'avenir féministe

DS

DÉVELOPPEMENT SOCIAL



Sommaire

Dossier :

Femmes et féminisme

DÉFIS ET ENJEUX

- 04** Féminisme (s) des temps modernes
par Sophie Clerc
- 07** Le modèle économique industriel
nuit-il à l'égalité femmes/hommes ?
par Kim Cornelissen
- 10** L'emploi au féminin.
Des avancées pour les jeunes
diplômées, moins pour les autres
par Melina Schoenborn
- 13** En route vers la parité dans les
instances décisionnelles
par Melina Schoenborn
- 16** En marche, les femmes !
par Diane Matte

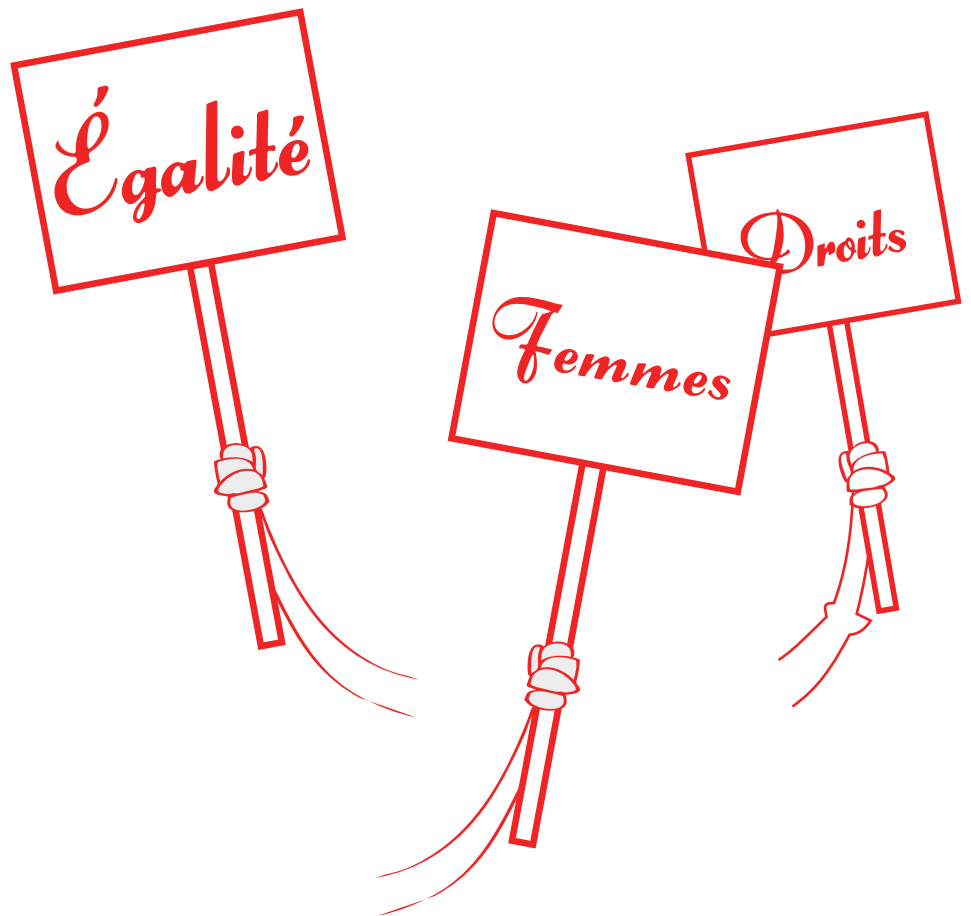
SUR LE TERRAIN

- 28** L'égalité en région québécoise
par Denyse Côté
- 31** La mosaïque de l'action féministe
locale par Angèle-Anne Brouillette
- 34** L'analyse différenciée selon les
sexes, lentement mais sûrement
vers l'égalité ? par Sophie Clerc
- 36** Dés à coudre, plans d'affaires
et talons hauts par Sophie Clerc
- 38** Debouttes, les jeunes Québécoises !
par Angèle-Anne Brouillette

NOS CHRONIQUES

- 01** Le mot de la rédaction
par Angèle-Anne Brouillette
- 18** HAUT PARLEUR
Un regard féministe sur l'économie
sociale et solidaire
par Elsa Beaulieu Bastien
- 20** D'ICI ET D'AILLEURS
Femmes africaines unies,
droits devant !
par Sophie Clerc
- 22** CEIL CRITIQUE
Dessine-moi une muse
par Mathilde Corbeil
- 24** LE RING
La cause des femmes
c'est la cause des gens
par Angèle-Anne Brouillette
- 26** VOX POP
Féministe, et vous ?
par Sophie Clerc
- 41** VIENT DE PARAÎTRE





Ce que femmes veulent

Par Angèle-Anne Brouillette, comité d'orientation éditoriale

Les tableaux de Paule

— Nous avons eu du flair et nous en sommes fières! Au moment où Paule Baillargeon acceptait de poser pour notre photographe Guillaume Simoneau, l'industrie du cinéma québécois lui rendait un hommage bien senti lors de la dernière cérémonie des *Jutra*. Chapeau à cette comédienne, scénariste et réalisatrice audacieuse et engagée que vous découvrirez aujourd'hui sur notre couverture, en train de couper fièrement les rubans de son corset!

« La liberté est toujours en danger, mais c'est ici au Québec que les femmes sont les plus libres. » Paule Baillargeon a prononcé cette phrase lors d'un frisquet samedi soir du mois de mars, devant la petite foule réunie au cinéma *Excentris* à Montréal. L'occasion: la projection de son autobiographie *Trente tableaux*.

Ses *Trente tableaux* nous font découvrir une œuvre d'une grande sensibilité, pavée d'extraits d'animation, de vidéos familiales, d'illustrations (connaissiez-vous la dessinatrice Paule Baillargeon?), et de réflexions sur sa vie personnelle et sur la condition des femmes. On entend même la musique de Blanche Baillargeon... sa fille!

Parcours non linéaire, destin rendu parfois difficile par sa condition de femme artiste souhaitant exercer son métier de façon libre (« Je suis née 10 ans trop tôt », dit-elle souvent en entrevue), un constat réjouissant émerge pourtant de son film : le travail des femmes, et du mouvement qui les a soutenues, a porté ses fruits, notamment quant à la place des femmes artistes. Mais elle ajoute: « Je fais des films parce qu'on n'a pas de mémoire ». Paule Baillargeon remarque que certaines jeunes femmes ont la nostalgie des vieilles choses, tricots et fourneaux en tête. Elle s'interroge: « Ont-elles la nostalgie des valiums de leurs grands-mères? »

Cette réflexion douce-amère laisse deviner qu'il y a toujours des reculs possibles, des politiques menaçant les acquis et les combats menés par les femmes, des glissements potentiels du discours « bonjour l'égalité, au revoir féminisme! », et des revendications encore non entendues, notamment sur le plan de la lutte contre la pauvreté – fléau touchant de manière beaucoup plus criante les femmes que les hommes.



Femmes et développement collectif

Or, des avancées, il y en a eu : scolarisation massive, plus grande autonomie économique des femmes, équité salariale, partage des responsabilités familiales, égalité juridique, appropriation du corps, etc. Les femmes ont été de tous les fronts pour améliorer leurs conditions de vie et ont, au passage, aromatisé à l'égalité l'ensemble de la société. Et si nous consacrons cette édition aux actions passées et actuelles des femmes et des organisations qui favorisent l'atteinte de l'égalité, c'est parce que nous sommes d'avis qu'il concerne autant les femmes que les hommes. Car le mouvement des femmes, c'est aussi celui des gens...

Dans ce numéro, nous proposons un dialogue entre le mouvement national des femmes et celui des régions et des localités. Pour ce faire, nous abordons notamment, dans la section *Défis et enjeux*, le développement et ses impacts sur les femmes, dont les questions de travail et de parité. Découvrez les nombreuses avancées, mais surtout, ce qui reste à faire. Passionnées d'histoire, les membres de l'équipe ne sauraient oublier les importantes mobilisations collectives ayant culminé dans la marche *Du pain et des roses* et la *Marche mondiale des femmes*. Pour se rappeler, mais aussi pour se projeter.

La section *Sur le terrain* propose un texte sur l'égalité en région québécoise, pour ensuite présenter quelques réalisations, dont des mosaïques de l'action des femmes au niveau local et des projets à caractère économique. Vous avez très certainement entendu parler de l'analyse différenciée selon les sexes; nous démystifions cette approche en montrant quelques-unes de ses applications concrètes. Nous terminons avec un reportage sur des jeunes femmes, illustrant la singularité et le dynamisme de la relève du mouvement féministe.

Nous mettons nos différentes chroniques au service de notre thématique. En primeur, nous vous proposons un combat d'idées sur la mixité, que vous retrouverez dans *Le ring*. Dans le *Haut Parleur*, nous vous présentons un texte d'humour sur le féminisme et l'économie sociale et solidaire. Vous avez été plusieurs à apprécier notre nouvelle rubrique imagée, *Œil critique*. Cette fois-ci Mathilde Corbeil, illustratrice, a eu carte blanche pour dessiner des femmes ayant eu un impact social et culturel important.

Bonne lecture!

Changer... pour mieux durer

Les yeux de lynx de quelques lecteurs assidus auront déjà remarqué des modifications dans la facture du numéro de février dernier. Eh oui, nous étions déjà à l'œuvre pour tester quelques-unes des idées qui accompagneront le « grand changement ». C'est avec un brin de nostalgie que nous disons « Au revoir » à *Développement social* et avec des attentes très élevées que nous souhaitons « Bienvenue » à *Kaléidoscope* (K pour les intimes) dès notre prochain numéro, à l'automne.

On en a parcouru du chemin depuis le bulletin d'information de quatre pages mis en place pour assurer les suites du *Forum de développement social* de 1998. Or après 13 ans de promotion des actions des acteurs du développement social, nous avons senti le besoin d'entreprendre un bilan de notre travail d'information en demandant à des lecteurs complices de nous aider à repenser ce magnifique outil de communication. L'objectif : en faire un média beaucoup plus près de toutes les mouvances du développement collectif. Nous le souhaitons plus critique, plus rigoureux, affirmant sans complexe son caractère informationnel. Car nous pensons qu'un média servira davantage les acteurs de notre dynamique nébuleuse, en réfléchissant, en débattant, en proposant des idées et des projets novateurs.

Nous accompagnerons *Kaléidoscope* d'une signature porteuse : « Le développement collectif¹ dans tous ses états ». Ce sous-titre vient préciser l'objet de *Kaléidoscope* et mettre en relief sa pluralité. En associant les mots « développement » et « collectif », nous souhaitons valoriser l'action commune, la responsabilisation à l'égard des autres, la concertation, la coopération et la solidarité. Plus large que le concept de développement social (souvent perçu à tort comme relevant d'abord du secteur de la santé), *Kaléidoscope* abordera autant l'économie sociale, l'environnement, les mouvances citoyennes et les plans d'action gouvernementaux que la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Prenant parti en faveur de l'action locale – car c'est bien là que se construit le lien social et que se vit la participation

citoyenne – *Kaléidoscope* portera une attention toute spéciale aux acteurs locaux, citoyens et élus compris.

Cette description donne un sens à notre nouveau nom. Un kaléidoscope est un tube de miroirs qui réfléchit à l'infini les couleurs de la lumière, sous l'effet du mouvement de rotation qu'on lui imprime. *Kaléidoscope*, ce sera cela : la diversité, le sens de la continuité et de la mouvance, la nécessité de l'action pour provoquer le changement, une lumière qui sera le témoin rigoureux des actions locales.

Kaléidoscope comportera aussi un aspect de plaisir et d'esthétique. Misant encore une fois sur le talent des artistes de l'*Atelier lapin blanc*, nous continuerons aussi à travailler avec des photographes et des illustrateurs de la relève, soucieux de mettre en images la complexité et le dynamisme du développement collectif. Le mot d'ordre au plan visuel : de l'air, de l'espace et de la diversité. Et cela se traduira aussi dans nos mots.

Bref...

Nous espérons que vous suivrez ce virage et continuerez à alimenter les réflexions de l'équipe et du comité d'orientation éditoriale. Car le développement « collectif », c'est nous tous...

1. La politique éditoriale de *Kaléidoscope* définit ainsi le développement collectif : Un processus basé sur des valeurs d'*empowerment* individuel et collectif, par lequel une communauté participe au façonnement de son environnement, à sa manière, dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses membres, sans compromettre celle des communautés voisines ni celle des générations futures, et en intégrant les aspects économique, social, culturel, politique et environnemental.





Féminisme(s) des temps modernes

Le mouvement des femmes, acteur social majeur, se décline en quelque 1500 organismes locaux, régionaux, nationaux. Il donne au Québec un visage singulier, un visage de femme déterminée malgré les droits menacés. Quatre militantes nous livrent leur vision de ce mouvement.

par Sophie Clerc, comité d'orientation éditoriale

— «À qui la rue? Aux femmes la rue!», scandent d'un même souffle les étudiantes dans les rues de Montréal et les femmes innues de Malietenam¹. Dénonçant respectivement la hausse des frais de scolarité et le Plan Nord, ces manifestantes illustrent la vitalité et la diversité du mouvement féministe québécois. Une vitalité éprouvée par les menaces politiques, les voix antiféministes qui s'élèvent ici et là et la remise en question de la légitimité du mouvement, confronté au mythe de «l'égalité déjà là».

Défis en tous genres

C'est dans ce contexte que les États généraux du féminisme ont été lancés par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) au printemps 2011. «Malgré les avancées du mouvement féministe, les femmes font face à des enjeux criants. Le réseau des services de garde et la qualité du système d'éducation ont fait que des milliers de femmes ont eu accès au travail, mais trop fréquemment, les emplois à statut pré-



L'autonomie économique est l'une des batailles majeures des groupes de femmes alors que les deux tiers des travailleurs à temps partiel sont des femmes et que le salaire minimum se conjugue essentiellement au féminin.

caire, le temps partiel et le travail à contrat dominant. L'écart entre les riches et les pauvres se creuse, souvent sur le dos des femmes », explique Alexa Conradi, porte-parole des États généraux et présidente de la FFQ. Vingt ans après le forum « Pour un Québec féminin pluriel »², les États généraux se proposent de réunir les femmes et les groupes de femmes afin de regarder le chemin parcouru et de définir des stratégies communes pour l'avenir.

Sur la table de travail, les dossiers s'empilent. L'autonomie économique est l'une des batailles majeures des groupes de femmes alors que les deux tiers des travailleurs à temps partiel sont des femmes et que le salaire minimum se conjugue essentiellement au féminin. Autre enjeu de taille, la marchandisation du corps des femmes : « Dans l'accord de libre-échange, le corps des femmes doit être écrit quelque part ! » avance ironiquement Joanne Blais, coordonnatrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM). Et elle en remet : « C'est impressionnant de voir comment on utilise le corps de la femme comme un objet de vente, un objet sexuel, une façon de faire venir du monde dans ton bar ! »

A l'heure du bilan, le mouvement des femmes doit faire preuve d'introspection et questionner sa capacité à intégrer de nouvelles préoccupations féministes.

La démarche des États généraux devrait se faire également en région : elle permettra de mobiliser les groupes régionaux et de prendre le pouls de leur réalité. La question du développement régional sera centrale. « Au Réseau des tables régionales des groupes de femmes, nous avons élaboré une déclaration de principe pour un développement régional égalitaire, équitable, solidaire, démocratique et éthique » avance Blanche Paradis, coordonnatrice du Réseau. Entre les souhaits et la pratique, l'écart est majeur. Le Plan Nord est cité comme « un exemple de développement élaboré dans la précipitation, sans débat démocratique et qui se fait au détriment du bien commun et d'un partage équitable de la richesse ». La coordonnatrice note des avancées en région comme l'instauration, depuis 2007, d'ententes spécifiques en condition féminine coordonnées par les Conférences régionales des élus (CRÉ) et s'accompagnant de financement en provenance du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) afin de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes sur les territoires. Madame Paradis regrette toutefois le manque de pérennité des actions menées, la lourdeur administrative et, selon la complexité des territoires, les disparités régionales.

A l'heure du bilan, le mouvement des femmes doit faire preuve d'introspection et questionner sa capacité à intégrer de nouvelles préoccupations féministes. « Quand on veut changer le monde, il faut accepter de se disputer un peu » avançait Micheline Dumont lors de la soirée d'ouverture des États généraux...

Beaucoup de choses ont déjà été entreprises par le mouvement des femmes, mais des difficultés persistent au niveau de l'inclusion des femmes de la diversité dans le mouvement (...)

Unies dans l'adversité ?

Dans une récente entrevue au Devoir³, la ministre Christine St-Pierre prônait «l'égalité, plutôt que le féminisme pour rejoindre les jeunes». Le féminisme, archaïsme de nos grands-mères? Pourtant, selon les militantes du terrain, les jeunes sont actives dans le mouvement. «Elles sont de plus en plus présentes lors des événements que nous organisons. Elles sont conscientes de bénéficier des luttes de leurs aînées mais elles n'ont pas peur de remettre en question nos façons de faire, ce qui illustre la vitalité du mouvement», affirme Blanche Paradis. Joanne Blais souligne le renouveau que les jeunes amènent dans les pratiques: «Elles ont une grande affinité avec les nouveaux modes de communication et cela amène une façon différente de mobiliser, avec un impact souvent plus grand».

Au chapitre de l'inclusion, Alexa Conradi admet que «le mouvement des femmes n'a pas encore pleinement intégré les enjeux relatifs aux femmes immigrantes et racisées». Les États généraux prévoient de traiter sans retard les revendications amenées par les femmes immigrantes. Selon Yasmina Chouakri, responsable du volet femmes à la Table de concertation pour les réfugiés et les immigrants (TCRI), «beaucoup de choses ont déjà été entreprises par le mouvement des femmes, mais des difficultés persistent au niveau de l'inclusion des femmes de la diversité dans le mouvement (...) La question des inégalités entre les femmes pose la question du pouvoir au sein du mouvement des femmes: les femmes immigrées et racisées sont si peu représentées dans les lieux décisionnels, difficile pour elles de faire valoir leurs préoccupations!»

Prendre du recul permettra au mouvement, estime Alexa Conradi, de se doter d'outils pour s'approprier de nouvelles formes d'expressions féministes comme la mouvance «queer», encore en marge du collectif. Cette mouvance se préoccupe des personnes marginalisées sexuellement et met de l'avant leur reconnaissance juridique, politique et sociale⁴. Démystifier, appréhender et écouter.

Mouvement polymorphe et vivant, le féminisme sauce québécoise semble vivre un grand dépoussiérage de printemps sans pour autant perdre de sa vigueur. «Les femmes ont inventé la révolution pacifique permanente», disait Hélène Pedneault. Une révolution tranquille essentielle au développement équitable de nos communautés... **Ds**

1. Le 1^{er} avril 2012 des femmes autochtones ont entrepris vers 9 h, une marche pour dénoncer le Plan Nord et d'autres gestes du gouvernement Charest qu'elles estiment abusifs en regard des droits des Innus.

2. En 1992, le forum «Pour un Québec féminin pluriel» réussissait l'exploit de réunir un millier de femmes, dans le but de doter le mouvement féministe d'un «projet social» destiné à «transformer les conditions de vie des femmes québécoises mais aussi celles de l'ensemble de la population». Voir www.ffq.qc.ca

3. «L'égalité, plutôt que le féminisme, pour accrocher les jeunes!», entrevue avec Christine St-Pierre par Martine Letarte, *le Devoir*, samedi 3 et dimanche 4 mars 2012.

4. Alexandre Baril, conférence sur le mouvement «queer», 17 mai 2011, Université du Québec à Montréal.



ILLUSTRATION : ANNICK DESORMEAUX

Le modèle économique industriel nuit-il à l'égalité femmes/hommes ?

Le développement économique du Québec est encore axé sur un modèle industriel basé sur la grande entreprise et l'exploitation des ressources naturelles. S'il est vrai qu'au Québec, l'autonomie des femmes a beaucoup progressé au XXe siècle, ce modèle ralentit l'atteinte de l'égalité des genres.

par Kim Cornelissen, Bebo et Compagnie

— Au Québec, 95 % des entreprises possèdent moins de 50 employés et les emplois sont très majoritairement dans le secteur des services. On soutient pourtant les entreprises de production de biens, entre autres la grande entreprise étrangère en leur consentant des tarifs d'électricité préférentiels ou en assumant la part du lion dans la construction d'infrastructures de transport pour le secteur privé.

Parce que les femmes sont fortement représentées dans le secteur des services et exportent moins que les hommes, la décentralisation et le développement international favorisent les emplois et les projets masculins, même en région. Le gouvernement du Québec tarde en effet à recourir de façon systématique à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Un modèle industriel dépassé

Les grands projets d'emplois annoncés par le gouvernement du Québec visent d'abord le secteur primaire et l'exportation. On n'a qu'à penser au Plan Nord, au soutien à l'industrie minière ou à la construction de nouvelles centrales comme celle de la Romaine. Il s'agit du modèle industriel d'Henry Ford basé sur l'extraction des ressources naturelles et la production de biens et d'innovations techniques.

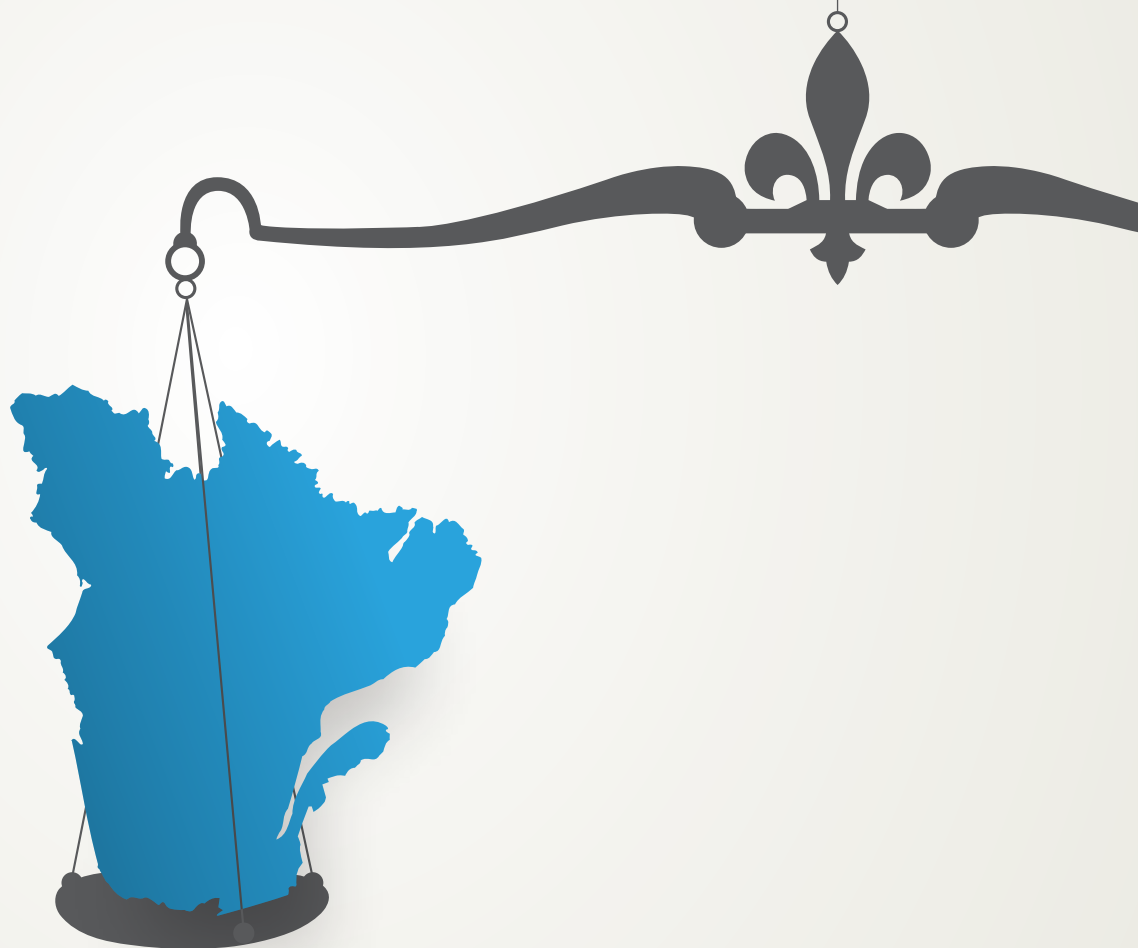
En tentant de combattre le déclin continu du modèle industriel par des investissements majeurs (dont le soutien classique à l'agriculture ou à la foresterie industrielles), on entre en concurrence avec des pays dont les normes et les conditions salariales, sanitaires, environnementales et légales sont moindres qu'au Québec. Cela crée un effritement des conditions de travail et des prix, entraînant une surproduction, le déclin de la biodiversité mondiale et l'augmentation des changements climatiques. Mais existe-t-il un lien entre le modèle industriel et l'égalité entre les femmes et les hommes ? Tout à fait.

Le milieu du travail demeure très stéréotypé (voir l'article de Melina Schoenborn). Cela a un impact direct sur l'écart de salaire entre les femmes et les hommes, même chez les gens diplômés. Tel que le mentionnent Marc Frenette et Simon Coulombe, de Statistique Canada : « Les diplômés des domaines de la santé et de l'éducation (à dominance féminine) ont fait face à une compression des dépenses publiques, et l'explosion de la haute technologie a aidé les diplômés du génie et d'autres domaines technologiques (à dominance masculine)¹ ».

Parce que les femmes sont fortement représentées dans le secteur des services et exportent moins que les hommes, la décentralisation et le développement international favorisent les emplois et les projets masculins, même en région.

Le Plan Nord

Le premier ministre Jean Charest affirme que « Le Plan Nord, c'est le projet d'une génération de Québécois² ». Peut-être. Mais est-ce celui d'une génération de Québécoises ? Alors que des milliards de dollars de fonds publics sont prévus pour le Plan Nord³, il n'y a pas d'analyse de l'impact de ces investissements sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Les



emplois du Plan Nord seront très majoritairement masculins, d'autant qu'aucune structure ne semble avoir été conçue pour que les femmes s'y sentent à l'aise, en sécurité et en nombre notamment des logements pour les familles ou uniquement pour les femmes⁴.

Qu'en est-il des régions ?

Les régions sont-elles plus préoccupées d'égalité ? Examinons les créneaux ACCORD, qui sont basés sur l'exportation⁵. Fondés sur des compétences spécifiques reconnues, les créneaux d'excellence ACCORD développent une image de marque pour chacune des régions du Québec afin qu'elles rayonnent sur les plans national et international.

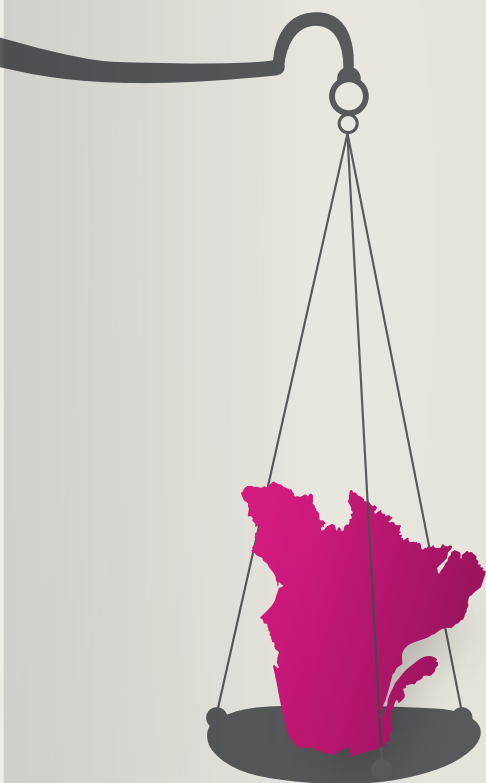
Au départ, il y a un biais industriel systémique qui favorise les emplois et les projets masculins. Selon Industrie Canada, peu importe le secteur, la taille ou l'intention de croissance, « les entreprises appartenant à des femmes sont moins susceptibles d'exporter que les entreprises appartenant principalement à des hommes⁶ ». Le choix de créneaux ACCORD renforce le déséquilibre entre les entreprises des femmes et celles des hommes : hormis certains domaines très spécifiques comme l'écotourisme ou l'industrie de la langue, les

créneaux retenus sont surtout issus des secteurs primaire et secondaire.

Le gouvernement a bien des ententes spécifiques en condition féminine et des fonds comme Femmessor, mais ils sont très peu financés⁷. Les ententes spécifiques ont été mises en place pour favoriser les projets d'entreprises à propriété entièrement ou majoritairement féminines, mais n'ont pas de fonds dédiés à la recherche et à l'analyse du système économique québécois.

Quelques avantages de l'égalité homme/femme pour les régions


Un meilleur équilibre dans la mise en valeur et le soutien des emplois à prédominance masculine par rapport aux emplois à prédominance féminine aurait pourtant des impacts positifs pour les régions, notamment sur la migration et l'exode. Des emplois intéressants autant pour les femmes que les hommes contribueraient à la rétention des personnes des deux sexes en région, pas seulement les hommes. Un bon équilibre entre la production de produits et l'offre de services (éducation, santé, culture, tourisme et commerces de proximité) s'avère essentiel



pour attirer et retenir les ressources humaines qualifiées, souvent plus difficiles à recruter hors des grands centres.

Cet équilibre aura sans doute également un impact positif sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre, puisque l'extraction de matériaux de production, la production elle-même et le transport sont trois sources importantes de pollution, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des entreprises de services. L'industrie (de transformation) est responsable de 29,9 % des émissions de GES, alors que le secteur commercial et institutionnel n'est responsable que de 7,3 %, soit quatre fois moins⁸. N'est-ce pas là l'essentiel d'une vision de développement durable ?

S'inspirer des pays nordiques

Cet équilibre entre une haute qualité de vie personnelle et familiale, la protection de la nature et des emplois qualifiés est l'un des critères du succès économique des pays nordiques. Ceux-ci réussissent à être parmi les pays les plus paisibles, les plus égalitaires, les plus compétitifs et les plus innovateurs au monde⁹ ! Cela devrait nous inciter à développer des missions d'échange en égalité hommes/femmes, en développement régional et en stratégies économiques¹⁰. 

1. www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2007301-fra.pdf, p. 5
2. <http://plannord.gouv.qc.ca/documents/plan-action.pdf>, page VII.
3. Pour des données précises et récentes, voir : <http://www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2012/03/Note-Plan-Nord-web-2.pdf>
4. Voir Carole Lévesque au colloque « Enjeux et gouvernance du développement des ressources en milieu nordique », à : <http://www.crsdd.uqam.ca/Pages/colmn.aspx>
5. « Pour mettre en lumière leurs secteurs d'expertise, les régions de Montréal et de Laval s'appuient quant à elles sur les grappes industrielles ». Voir : <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/creneaux-dexcellence/>
6. Voir : www.ic.gc.ca/eic/site/sbrp-rppe.nsf/fra/rd01312.html
7. « Femmessor dispose d'un fonds d'investissement de 600 000 \$ par région administrative financé par le MDEIE et Filaction. » Source : <http://www.femmessor.com/fre/resultats>.
8. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/changements/ges/2008/inventaire1990-2008.pdf>, page 9.
9. À titre d'exemple, la Suède, le Danemark et la Finlande sont en tête des pays les plus innovateurs de l'Union Européenne, en 2011 (ainsi que l'Allemagne). Pour comprendre comment l'innovation est définie par l'Union européenne, se référer au document que voici : http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/files/ius-2011_en.pdf
10. Aucune mention dans la stratégie Europe-Québec du ministère des Relations internationales : http://www.mri.gouv.qc.ca/fr/pdf/publications/strategie_quebec-europe.pdf

L'emploi au féminin

Des avancées pour les jeunes diplômées, moins pour les autres.

par Melina Schoenborn, collaboration spéciale

— Vingt-cinq ans après la mise en place de programmes d'accès à l'égalité en emploi et quinze ans après l'application de la Loi sur l'équité salariale, la division sexuelle en emploi persiste toujours au Québec. Les problématiques que vivent les femmes varient selon leur niveau de scolarité et leur âge. Les jeunes diplômées ont progressivement accès à de meilleures conditions de travail, mais qu'en est-il de la situation des travailleuses qui sont peu scolarisées ou de celles qui ont pris le virage de la cinquantaine ?

S'en sortir sans diplôme

Depuis vingt ans, les trois principales professions occupées par les femmes sont demeurées les mêmes : secrétaires (taux de féminité de 98 %), caissières (86,1 %) et vendeuses (56,7 %). « Ce sont dans ces emplois que les femmes paient plus cher la division sexuelle du travail, » soutient Marie-Josée Legault, professeure à l'unité d'enseignement et de recherche Travail, économie et gestion de la TÉLUQ. « Chez les femmes qui ont un emploi requérant un DEC ou un diplôme universitaire, on observe que cette division se résorbe lentement. Alors que chez les moins scolarisées, cette division est à trancher au couteau et n'a pas changé depuis 50 ans. »

Près de 500 000 femmes au Québec sont sur le marché du travail avec un diplôme de 5^e secondaire ou moins dans leur poche. Selon la chercheuse, les femmes sont toujours payées au salaire minimum, tandis que les hommes réussissent à obtenir de meilleures conditions pour le même niveau de scolarité. Indéniablement, l'instruction a permis aux femmes l'accès à des emplois de qualité. « Plus on monte dans l'échelle de scolarité, plus les progrès sont notables. Mais nous ne sommes pas sortis de l'auberge dans le cas des emplois en bas de l'échelle », estime Madame Legault.

Quatre-vingt-dix pour cent des emplois au salaire minimum se trouvent dans des secteurs à prédominance féminine (commerce de détail, hébergement, secteur manufacturier, restauration). Selon la professeure de la TÉLUQ, « l'approche incitative de l'État québécois dans ses programmes d'équité en emploi donne peu de résultats dans ces secteurs ».

Mises de côté, les femmes moins scolarisées ? « Le gros de la lutte s'est arrêté au moment où les progrès sont apparus chez les femmes instruites. Les questions de l'équité salariale et la conciliation travail-famille ont pris toute la place. Or, on n'obtient pas de miracle avec la Loi sur l'équité salariale. » Madame Legault estime que ce régime législatif

demeure de peu d'effet dans les milieux non syndiqués, les petites organisations et les ghettos d'emploi féminin, bref, « là où les femmes en ont le plus besoin ».

Depuis vingt ans, les trois principales professions occupées par les femmes sont demeurées les mêmes : secrétaires, caissières et vendeuses.

Les défis de l'équité salariale

Tous niveaux de scolarité confondus, l'écart entre le salaire des hommes et des femmes diminue. Selon les données du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, le salaire horaire des femmes équivalait à 83,5 % de celui des hommes en 2000. Dix ans plus tard, ce pourcentage est grimpé à 88 %.

« L'égalité en emploi a fait beaucoup de progrès depuis 30 ans. Mais la sous-évaluation du travail des femmes reste ancrée dans la culture économique du Québec », selon Kim Paradis, coordonnatrice au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT). « Au Québec, on oublie de prendre en compte certains aspects typiquement féminins du travail des femmes, et l'on oublie de payer en conséquence... »

Elle prend comme exemple les marchés d'alimentation. « Le salaire annuel moyen d'une caissière est de 19 000 dollars. Celui du commis d'épicerie, 23 000 dollars. Qu'est-ce qui justifie cette différence de 4 000 \$ par an ? Est-ce parce que le commis travaille de plus longues heures ? C'est possible, mais il faut se poser la question. Sinon, est-ce parce que nous jugeons que la force physique de l'homme vaut plus cher ? Pourquoi l'entregent, la patience et la politesse, des qualités exigées pour le poste de caissière, ne seraient-elles pas tout autant reconnues comme valeurs d'emploi ? »

Kim Paradis est également d'avis que les hommes s'en sortent plus facilement sur le marché du travail, avec ou sans diplôme. « Au DEP, les diplômes les plus populaires auprès des jeunes femmes restent le secrétariat, l'esthétique, la coiffure. Ce sont tous des postes très peu payés, comparative-

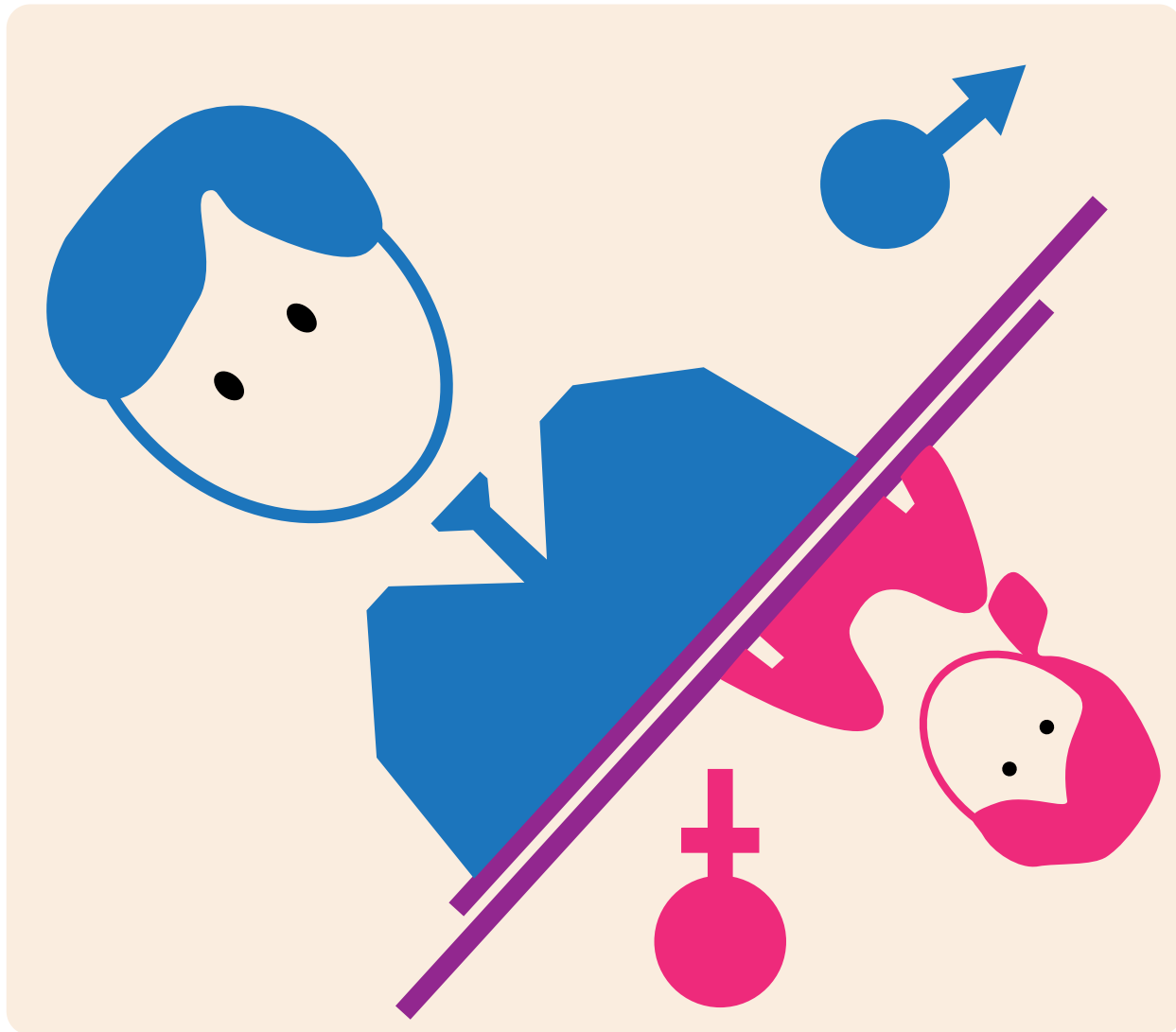
ment aux métiers professionnels masculins tels la plomberie ou la mécanique. Après 10 ans en emploi, il y aura facilement un écart annuel de 10 000 \$ entre les deux salaires.»

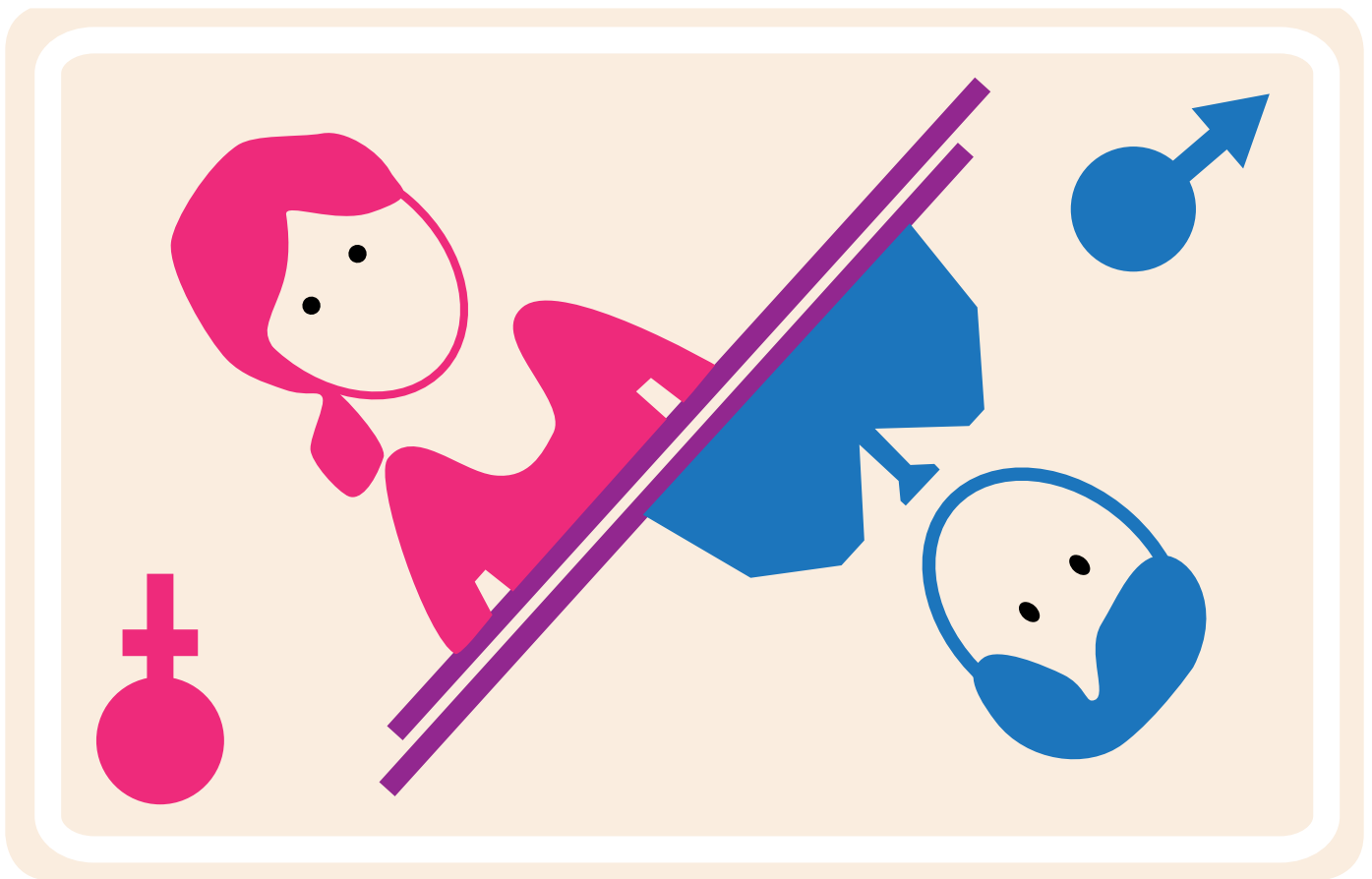
La Loi sur l'équité salariale a subi des modifications en 2009. Peut-on espérer en ressentir les effets positifs à court terme? « Nous percevons plus de volonté et de rigueur de la part du gouvernement », affirme Madame Paradis. Mais pour la coordonnatrice du CIAFT, les petites entreprises non syndiquées représentent le grand défi de la Loi. « C'est dans ces entreprises que l'exercice d'équité n'a pas encore été fait. Il a manqué d'enquêteurs et il a été facile dans le passé de contourner la loi. Mais la Commission sur l'équité salariale a embauché du personnel, et l'on sent que le vent tourne. Disons qu'il y aura beaucoup de boulot à faire au cours des dix prochaines années. »

Et après 44 ans ?

Les travailleuses âgées de 25 à 44 ans augmentent leur présence dans l'emploi à temps plein au Québec et l'écart entre les salaires des hommes et des femmes diminue dans cette tranche d'âge, selon les données récoltées par la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Mais pour les 45 ans et plus, la situation semble plus difficile. L'écart salarial entre les femmes et les hommes augmente à chaque tranche d'âge au Québec.

Interrogée sur les problématiques que vivent les travailleuses plus âgées, Chantal Proteau, directrice de la *Coalition des 45 ans pour l'emploi* à Drummondville, dit avoir « remarqué que les femmes acceptent des emplois à temps partiel, car elles se voient obligées de prendre ce qui passe, alors





Division sexuelle du travail, temps partiel, écart salarial, soins aux enfants et aux parents : des raisons qui expliquent pourquoi « la majorité des femmes arrivent à la retraite plus pauvre que leur conjoint », selon la FFQ.


que les hommes sont plus nombreux à choisir le temps partiel parce qu'ils souhaitent, après une carrière dans laquelle ils ont atteint un salaire intéressant, être encore actifs dans la société».

Plus elles avancent en âge, moins les femmes peu scolarisées auraient tendance à s'affirmer devant l'employeur. «Elles n'ont pas appris à reconnaître le potentiel et l'expérience qu'elles ont et sont plus vulnérables devant l'employeur quand vient le temps de négocier les salaires.»

Celles qui perdent leur emploi doivent se réorienter. Les options diminuent. «Le physique de l'emploi entre parfois en ligne de compte, souligne la directrice de la Coalition. Il est plus difficile pour une femme d'obtenir un poste de serveuse ou de réceptionniste lorsqu'elle a les cheveux blancs...»

Un budget qui déçoit

La FFQ et la FTQ ont ouvertement dénoncé le problème de la pauvreté qui guette les femmes vieillissantes au Québec. En janvier 2012, dans le cadre d'une consultation publique sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans et plus, la FFQ a clairement réitéré au gouvernement sa demande de voir renforcé notre Régime des rentes du Québec. Division sexuelle du travail, temps partiel, écart salarial, soins aux enfants et aux parents : des raisons qui expliquent pourquoi « la majorité des femmes arrivent à la retraite plus pauvre que leur conjoint », selon la FFQ.

Le dernier budget provincial déposé en mars n'aura pas tenu compte de leurs revendications. Marcelle Perron, vice-présidente représentant les femmes de la FTQ, se dit «très déçue» : «Comment les femmes vont-elles faire pour contribuer volontairement à un régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) alors qu'elles ont de la misère à boucler les fins de mois?» Un dossier à suivre. 

En route vers la parité dans les instances décisionnelles

par Melina Schoenborn, collaboration spéciale

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, le Collectif 8 mars mettait en garde la ministre Christine St-Pierre contre le mythe d'une égalité désormais acquise au Québec. À l'heure où les diplômées sont majoritaires dans les universités du Québec et du Canada, les femmes sont toujours minoritaires au sein des instances décisionnelles.

Les femmes occupent 25 % des sièges à la Chambre des Communes, 25 % dans les conseils municipaux et un timide 14 % dans les CA d'entreprises. Des mesures s'imposent, témoignent les chercheuses comme les groupes de femmes.

Le bilan des avancées en matière d'égalité entre les hommes et les femmes? « Cela progresse à pas de tortues », explique Manon Tremblay, professeure titulaire à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. « Il faut être prudent avec les projections, mais à ce rythme, on ne peut espérer la parité à l'Assemblée nationale avant 2050-2060. Du côté des sociétés d'État, si on réunit les chiffres dans l'ensemble des conseils d'administration, il y a parité. Mais dans les secteurs les plus influents et traditionnellement associés aux hommes, les femmes sont encore très peu présentes. Un clivage important existe encore en fonction des secteurs de l'économie ». Sur un total de vingt-deux sociétés d'État, neuf n'ont toujours pas atteint le taux de 50 % de femmes dans leur CA, malgré la Loi sur la gouvernance adoptée en 2006. La Financière agricole, la Caisse de dépôt et placement et Hydro-Québec comptent parmi les récalcitrants.

« L'égalité n'est pas seulement une question de justice. C'est également un levier économique dont les hommes peuvent bénéficier. »

Manon Tremblay croit qu'il faut carrément changer les règles du jeu. « Cela nous ramène à la question des fameux quotas. Essentiellement, mon opinion est la suivante: il en faut ». La preuve, « la proportion des femmes à l'Assemblée nationale a reculé lorsque l'ADQ est devenue l'opposition officielle en 2007. Lors des dernières élections fédérales, n'eut été les candidatures du NPD, il y aurait eu recul également, car le Parti conservateur était celui qui comptait le moins de femmes parmi ses rangs ». Kim Cornelissen, conseillère en

développement régional et international chez Bebob et cie, croit également que les quotas « sont une protection contre les changements de gouvernance dont l'égalité n'est pas une priorité ». En parallèle, plusieurs études démontrent que l'accroissement naturel du nombre de diplômées ne suffira pas pour atteindre l'égalité dans les lieux de pouvoir.

Tout le monde en profite

Selon Madame Cornelissen, les mesures législatives comme solution au déficit démocratique sont avantageuses pour toute la société. « L'égalité n'est pas seulement une question de justice. C'est également un levier économique dont les hommes peuvent bénéficier. » Dans cette optique, la conseillère en développement croit qu'il faut « intégrer la parité dans le système pour qu'elle n'en ressorte plus », comme c'est le cas en Norvège et en Islande.

Dans le palmarès de l'OCDE, la Norvège occupe la première place en matière de parité dans les CA d'entreprises, avec un taux de 40 % depuis l'adoption d'un quota obligatoire en 2003. L'Islande a emboité le pas en 2010 et souhaite atteindre le même pourcentage d'ici l'an prochain. Les chiffres du Rapport mondial 2011 sur la disparité entre les sexes, publié par le Forum économique mondial, abondent dans le même sens: les pays nordiques (Finlande, Islande, Norvège et Suède) se maintiennent en haut du classement

avec une réduction de plus de 80 % des disparités entre les sexes. « Il faut comprendre à quel point ce serait hallucinant si nous étions dans une société vraiment égalitaire! » explique Kim Cornelissen. Elle relève que les pays nordiques sont également en tête de file dans le Classement de l'innovation de l'Union européenne. Un hasard? Nenni. « Qu'est-ce qui crée l'innovation? La diversité », affirme la spécialiste des liens entre la Suède et le Québec. Le Forum économique mondial corrobore ces propos. « Il existe une corrélation directe entre une diminution des disparités entre les sexes et une compétitivité économique accrue », note Saadia Zahidi, coauteure du rapport sur la disparité entre les sexes.

Madame Cornelissen estime qu'une plus grande diversité des sexes à la table des décisions financières permet de prendre des décisions plus prudentes... et bénéfiques à long



En Islande, les femmes ont pris la barre du navire, ce qui aurait contribué à remettre sur pied la santé financière du pays. Nous sommes dans l'ère de la complémentarité, et cela, les pays nordiques l'ont compris avant nous.

terme! Elle cite l'Islande en exemple. «À la suite de l'effondrement des marchés islandais en 2008, il y avait un désir en Islande de se débarrasser de l'excès de testostérone dans les milieux de la politique et de la finance. Les femmes ont pris la barre du navire, ce qui aurait contribué à remettre sur pied la santé financière du pays. Nous sommes dans l'ère de la complémentarité, et cela, les pays nordiques l'ont compris avant nous», ajoute Mme Cornelissen.

À l'heure actuelle, au Canada, les quotas volontaires sont simplement suggérés par le gouvernement fédéral aux hautes directions des entreprises. Dans ce contexte non légiféré, faut-il se fier à la bonne volonté des dirigeants? La prestigieuse firme de consultants McKinsey & Company vient de publier le cinquième volet d'une série de recherches sur la place des femmes au sein des directions générales des entreprises, *Women Matter 2012: Making the Breakthrough*. L'étude montre que si les entreprises en Europe se disent «impliquées en matière de mixité, les effets concrets tardent à être visibles». Entre autres mesures, McKinsey recommande aux entreprises de «développer des indicateurs permettant de mesurer la situation et les progrès réalisés», et «d'accélérer l'évolution des mentalités». Le Canada peut-il tirer profit de ces conseils? Dans l'ensemble du pays, la participation des femmes aux conseils d'administration des 100 plus grandes entreprises cotées en bourse stagne à 14 % depuis plusieurs années.


La politique: l'affaire des jeunes... et des municipalités

Selon Manon Tremblay, les quotas ne sont pas la seule manière de favoriser la parité. «Les stratégies ne s'excluent pas. Il faut autant aller vers des mesures législatives que vers l'éducation et la formation. Également, on se doit de cibler les jeunes femmes pour leur dire que la politique, c'est leur affaire, car les mécanismes d'auto-exclusion persistent».

En février dernier, la *Conférence régionale des élus de la Côte-Nord* et le Forum jeunesse Côte-Nord ont orchestré la tournée régionale «Pot aux roses» pour susciter l'implication des femmes de 18 à 35 ans dans les instances de la région. D'après les commentaires recueillis, la tournée a permis d'agir sur les perceptions négatives qu'avaient les participantes vis-à-vis du monde politique. «Il leur est devenu plus accessible, plus positif», explique Georgette Koblan,

coordonnatrice au Forum Jeunesse Côte-Nord. La formatrice Katie Gagnon du *Groupe Femmes, Politique et Démocratie* a montré aux participantes, qui disaient manquer de temps, qu'il y a plusieurs façons de s'impliquer dans les comités organisateurs, municipaux ou jeunesse selon leur disponibilité. La campagne Pot aux Roses se poursuit actuellement sous la forme d'une page Facebook qui favorise la diffusion des offres de candidatures auprès de la relève féminine.

«Pour les femmes, faire de la politique c'est carrément une troisième journée d'ouvrage», soutient M^{me} Tremblay. Cela, la *Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine* l'a compris. En ce qui concerne la Gaspésie, l'implication des femmes au sein de la gouverne locale est en progression constante. Devant ce constat encourageant, la Table va de l'avant et milite activement pour que les municipalités de la région complètent leur politique de conciliation travail-famille par une politique d'égalité. La parité passe-t-elle nécessairement par une meilleure conciliation travail-famille? «Absolument, et les deux politiques sont facilement conciliables, justement», croit Marie-Thérèse Forest, coordonnatrice de la Table. «Nous souhaitons qu'en 2014, 35 % des municipalités soient dotées d'une politique d'égalité». La Table a soumis aux MRC de la région un Guide d'implantation d'une politique d'égalité à l'égard des municipalités en 2011. Jusqu'à maintenant, quatre municipalités se sont engagées dans l'application de la politique.

Mesures législatives, engagement des entreprises, éducation et sensibilisation: les pistes à suivre sont complémentaires et concernent tous les acteurs de la société civile, de la classe politique et de l'économie. «Voir à l'atteinte des objectifs en matière d'égalité est une tâche qui n'incombe pas qu'aux femmes. C'est une responsabilité sociale», affirme Kim Cornelissen. En parallèle, Manon Tremblay invite les femmes à «investir massivement les partis politiques. C'est aussi là que se trouve la clé!», de conclure la professeure en sciences politique. 

En marche, les femmes !

Diane Matte, coordonnatrice de la marche *Du pain et des roses* en 1995 et du Secrétariat international de la *Marche mondiale des femmes* jusqu'en 2006, revient sur un moment phare du mouvement des femmes, conçu au Québec puis qui en a largement dépassé les frontières.

par Diane Matte, collaboration spéciale

— La *Marche mondiale des femmes* contre la pauvreté et la violence envers les femmes, amorcée en 2000, découle directement de la marche *Du pain et des roses* de 1995. Ces mobilisations sont le fruit, au Québec et ailleurs dans le monde, d'un mouvement d'indignation des femmes envers l'existence et la persistance du sexisme et le refus de s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les femmes et les hommes. La décision de lier lutte contre la pauvreté à celle contre la violence des hommes envers les femmes était un choix politique ; cela aura permis de rejoindre beaucoup plus de femmes, mais aura aussi fourni des outils pour s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les femmes et les hommes. Des centaines de milliers de femmes ont en effet participé à la Marche dans plus de 160 pays !

Du pain et des roses

En 1995, lors de la marche *Du pain et des roses*, les marcheuses ont raconté la pauvreté au quotidien et réclamé des engagements de la part de l'État afin de pouvoir manger, avoir de l'espoir... mais aussi quelques roses, dont un salaire minimum permettant de vivre décemment ainsi qu'un programme d'infrastructures sociales permettant de stimuler l'économie autrement que par la construction de routes ou de ponts. Elles ont aussi milité pour l'accès à des programmes de formation donnant espoir d'effectuer une percée ou un retour sur le marché du travail. Enfin, elles ont demandé l'autonomie économique pour les femmes immigrantes brimées par les critères de parrainage s'étalant sur une période de 10 ans.

Les réponses gouvernementales sont restées bien en deçà des demandes, malgré quelques percées : l'augmentation du salaire minimum, la contribution à un fonds de 225 millions sur cinq ans pour l'économie sociale, l'accélération des travaux concernant la loi sur l'équité salariale et la perception automatique des pensions alimentaires qui ont mené à l'adoption de lois en 1996 (lois qui ne sont toujours pas appliquées à leur plein potentiel) et la diminution du temps de parrainage pour les femmes immigrantes entrant au Québec avec ce statut.

Qu'à cela ne tienne, malgré l'impact limité de la réponse gouvernementale, les appuis reçus durant les dix jours et

lors du rassemblement final ont confirmé que le mouvement dépassait maintenant les frontières du Québec et qu'il serait au premier rang d'un autre mouvement appelé altermondialiste...

En 1995, lors de la marche Du pain et des roses, les marcheuses ont raconté la pauvreté au quotidien et réclamé des engagements de la part de l'État afin de pouvoir manger, avoir de l'espoir... mais aussi quelques roses.

La Marche mondiale

La Marche mondiale des femmes a pris forme entre 1995 et 1998 lorsque des groupes répartis dans 60 pays ont répondu à un premier appel pour unir leur voix. En l'an 2000, des marches ont eu lieu dans 161 pays et plus de 6000 groupes ont participé à ce mouvement. Chaque pays avait une série de revendications. Des enjeux communs ont rapidement émergé, dont celui de la « mondialisation économique », un développement qualifié de déconnecté de la nature et des besoins de souveraineté alimentaire des communautés. Les effets d'un tel développement sur la dépendance économique des femmes et sur la précarité des emplois ont été alors amplement démontrés.

La Marche mondiale des femmes a permis, dans plusieurs pays, de dénoncer la marchandisation du corps et de la vie des femmes. Cette lutte a été liée à celle d'une vision mercantile de la société, fondée sur le profit comme moteur du développement économique, sur l'exploitation des ressources et des personnes et sur la croissance illimitée sans égard aux inégalités sociales. La Marche a été partie prenante de la création du Forum social mondial et de l'Assemblée



Journée nationale d'action de la Marche mondiale des femmes, 7 mai 2005, Québec.

mondiale des mouvements sociaux, plaçant le féminisme au cœur de la construction d'un « autre monde ».


En 2005, la Marche mondiale des femmes a rédigé une Charte mondiale des femmes pour l'humanité. Basée sur cinq valeurs, cette Charte rappelle que le féminisme est, d'abord et avant tout, une vision de société. Le féminisme propose une organisation sociale, un développement social ancré dans la liberté, l'égalité, la solidarité, la paix et la justice. Cinq valeurs toujours d'actualité, car la lutte des femmes est loin d'être terminée.

Les retombées et les résistances

Les retombées des marches conçues et lancées par le mouvement féministe du Québec ne se calculent pas nécessairement en termes de gains concrets; il y en a eu trop peu. Par contre, ces mobilisations ont donné un souffle commun, voire universel, aux revendications féministes. Certaines ont permis de démontrer l'urgence d'agir pour contrer la pauvreté et la violence dans la vie des femmes, ce qui a parfois donné lieu à des décisions gouvernementales élargissant les

droits des femmes, ici comme ailleurs. Quelquefois, cela s'est traduit par un changement de lois (par exemple, l'adoption d'une loi sur la violence conjugale au Mozambique ou l'adoption de la loi-cadre contre la pauvreté au Québec) ou encore des politiques publiques telles que la politique sur l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.

Dans d'autres circonstances, les marches ont favorisé le développement de la solidarité. Les femmes de la région des Grands Lacs africains se sont unies pour réclamer leur prise en compte dans les processus de reconstruction de la paix dans leur région. Les femmes autochtones ont vu leurs revendications entendues dans le mouvement féministe québécois.

De nouvelles générations de femmes ne doivent pas être sacrifiées à des courants de pensée et à des forces idéologiques, économiques, culturelles ou religieuses qui menacent constamment les droits des femmes. C'est pourquoi le mouvement sera encore dans les rues en 2015. 

Un regard féministe sur l'économie sociale et solidaire

par Elsa Beaulieu Bastien, Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS)

— Les relations entre économie sociale et mouvements féministes n'ont jamais été simples au Québec. Lors de la marche *Du pain et des roses* en 1995, le mouvement féministe majoritaire portait une vision de l'économie résolument transformatrice, visant la reconnaissance et la valorisation du travail non rémunéré des femmes ainsi que la lutte contre le néolibéralisme. En effet, une des revendications concernait le financement par l'État de travaux d'infrastructures sociales. L'intention était, notamment, de créer et de financer des emplois durables et de qualité à partir du travail essentiel que les femmes réalisaient déjà dans les familles et les communautés, et de soutenir «des ressources mises en place par des collectivités pour améliorer la qualité de vie¹.» Les féministes mettaient donc de l'avant une conception très large de l'économie sociale, incluant des activités non marchandes et non monétaires, dans le but de faire reconnaître leur valeur économique et de permettre l'autonomie économique des personnes qui les exercent.

Les féministes mettaient donc de l'avant une conception très large de l'économie sociale, incluant des activités non marchandes et non monétaires, dans le but de faire reconnaître leur valeur économique et de permettre l'autonomie économique des personnes qui les exercent.

Contester la séparation entre production et reproduction

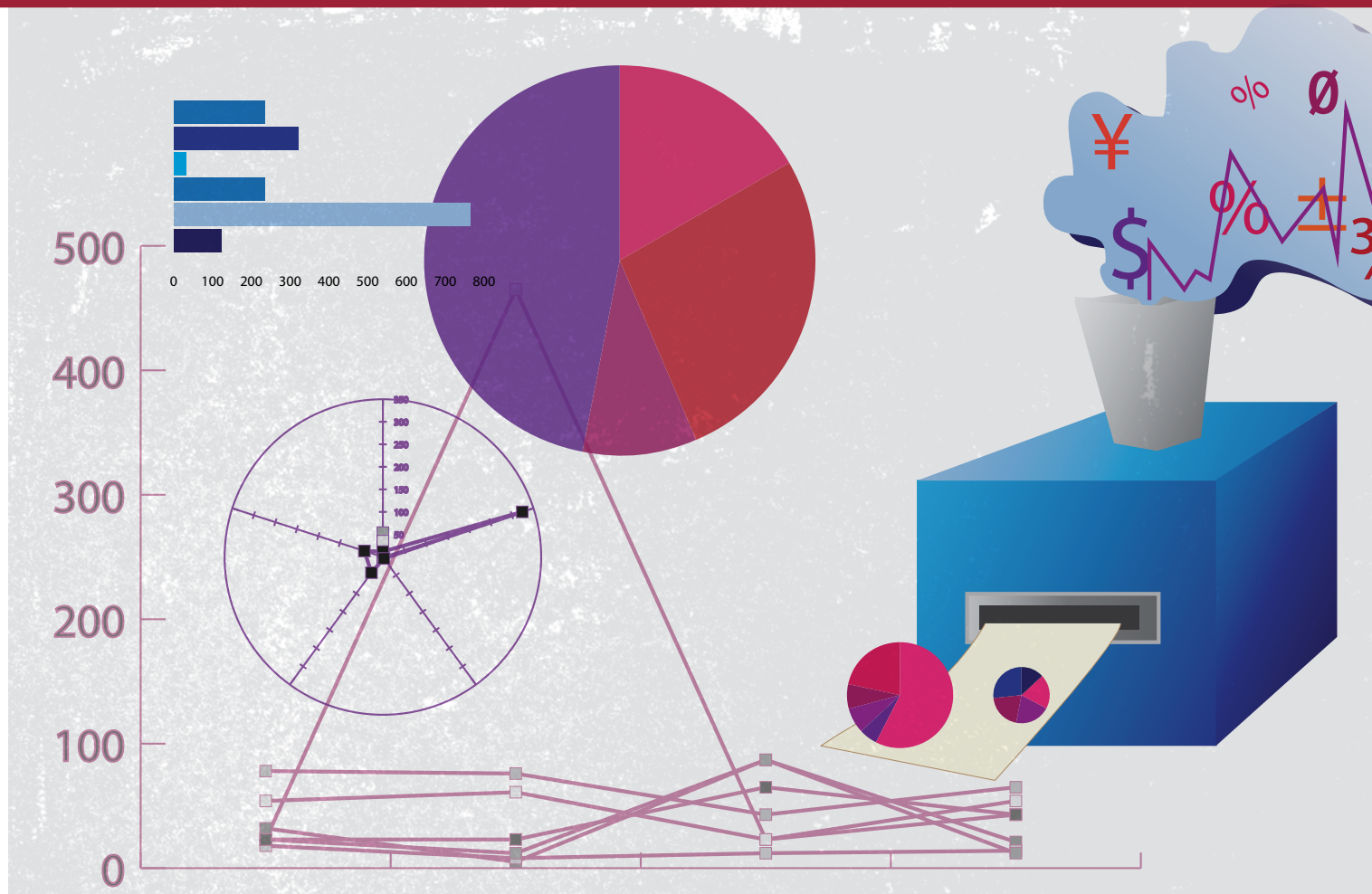
Autrement dit, c'est toute la question de la séparation entre «production» (marchande, monnayable) et «reproduction» (domestique ou communautaire, non rémunérée ou sous-rémunérée) qu'on visait à remettre en cause. Placer cette

question au cœur des enjeux est indispensable à tout projet de transformation de l'économie, parce qu'il s'agit d'un des fondements de l'économie capitaliste, et d'un des principaux mécanismes par lesquels celle-ci perpétue les inégalités entre les hommes et les femmes. Le gouvernement du Québec a répondu à cette demande du mouvement féministe en soutenant l'émergence de l'économie sociale. Les groupes locaux et régionaux de femmes y ont initialement exercé un leadership important, mais elles ont ensuite perdu la bataille des définitions et celle des critères de financement. La vision féministe a été évacuée des programmes gouvernementaux².

ÉSS au Québec : un bilan contrasté pour les femmes

Aujourd'hui, le bilan semble contrasté. L'économie sociale au Québec compte des réalisations extrêmement importantes, dont au premier chef le réseau des Centres de la petite enfance (CPE). Pour les femmes, les CPE représentent des avancées à plusieurs points de vue : l'amélioration de l'accès à des services de garde et donc de l'accès à l'emploi rémunéré pour les mères de jeunes enfants ; syndicalisation et amélioration des conditions de travail des éducatrices. Nous demeurons cependant dans le paradigme de la conciliation travail-famille, sans avancer dans des remises en question plus fondamentales des logiques qui sous-tendent le marché du travail et l'organisation de l'économie dans son ensemble.

Les conditions de travail restent aussi précaires dans beaucoup d'autres secteurs de l'économie sociale, en particulier ceux où les femmes sont les plus nombreuses, notamment celui de l'aide domestique. La situation actuelle dans ce secteur représente sans doute une amélioration par rapport à la précarité du travail au noir, ou au recours massif,



par les employeurs, aux mesures d'activation imposées aux prestataires de l'assistance sociale. Mais le chemin à parcourir est encore long pour accéder à de meilleures conditions de travail et à une réelle reconnaissance des compétences exercées.

On constate que les femmes et les organisations de femmes, aux échelles locale et régionale, sont restées impliquées dans la construction de l'économie sociale, sur le terrain. Par contre, elles n'ont pas été suffisamment soutenues par les réseaux et les regroupements féministes nationaux, dont la grande majorité a rapidement cessé, sauf à de rares exceptions, de produire des analyses et des discours politiques féministes sur l'économie sociale et solidaire; ces réseaux et regroupements ont également cessé de mettre de la pression pour que les enjeux féministes demeurent au cœur du projet national. Résultat: nous manquons de données ventilées selon le sexe pour l'ensemble des sous-secteurs de l'économie sociale au Québec. Il existe peu d'analyses qui nous aideraient à évaluer en quoi les différentes formes d'économie sociale permettent ou non de transformer la division sexuelle du travail et les rapports sociaux de sexe. Et nous disposons encore moins d'analyses qui discutent du potentiel de diverses initiatives de susciter de réelles transformations dans les rapports entre « production » et « reproduction »!

Il est temps au Québec d'ouvrir un nouveau dialogue

critique et constructif entre les mouvements féministes et celui de l'économie sociale et solidaire; ceci permettra d'en augmenter le potentiel transformateur et de l'enraciner davantage dans des luttes politiques pour la justice sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, et pour la construction de systèmes économiques alternatifs, résolument postcapitalistes et postpatriarcaux.

L'économie sociale et solidaire devrait être un fer de lance de la remise en question concrète de la séparation entre production et reproduction. Les théories, les pratiques et les expériences féministes peuvent, et doivent, contribuer à débroussailler un chemin qui puisse mener l'économie sociale et solidaire à remplir sa véritable mission, celle d'inventer une économie qui soit véritablement et radicalement autre. **Ds**

1. Marche des femmes contre la pauvreté, 1995, p. 5.

2. Pour plus de détails sur les rapports historiques entre économie sociale et mouvement des femmes au Québec, voir: Côté, D. (2011). Difficiles convergences: mouvement des femmes et économie sociale, l'expérience québécoise. *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*. I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse. Toulouse, Paris, Éditions Érès et Institut de recherche pour le développement: 289-312. Pour une analyse des différents courants de pensée sur l'économie sociale au Québec et de leur évolution historique entre 1995 et 2006, voir: Graefe, P. (2006). « The Social Economy and the American Model: Relating New Social Policy Directions to the Old. » *Global Social Policy* 6(2): 197-219.

Femmes africaines unies, droits devant !

« Là où les femmes sont éduquées et autonomisées, les économies sont plus productives et plus solides. Là où les femmes sont pleinement représentées, les sociétés sont plus pacifiques et plus stables. »

Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies

par Sophie Clerc, comité d'orientation éditoriale

— L'inquiétude se lisait sur le visage du président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) en conférence de presse au mois de mars dernier : il dénonçait la dégradation du partenariat entre les organisations de coopération internationale et le gouvernement canadien suite à l'adoption, en 2010, d'un nouveau processus d'attribution du financement¹. Depuis, une ombre plane sur les organisations et sur les programmes de coopération au Québec. Des programmes pourtant majeurs dans le soutien au développement des communautés défavorisées. Le programme Uniterra², mis en œuvre par le Centre d'étude et de coopération internationale et l'Entraide universitaire mondiale du Canada (CECI/EUMC), est de ceux qui font une différence, notamment son volet régional en Égalité de droit entre les Femmes et les Hommes (EFH). Mariame Coulibaly, qui coordonne sa mise en œuvre depuis Dakar, nous en livre un aperçu.

Malgré les engagements pris par les États en faveur de l'égalité, les femmes ne jouissent toujours pas des mêmes droits ou des mêmes opportunités que les hommes. Que ce soit dans les sphères économiques ou politiques, les inégalités de genre demeurent criantes.

Pour une égalité réelle

Au cœur du volet régional EFH débuté en 2009 et se poursuivant jusqu'en 2014, se trouvent six coalitions Droits et citoyenneté des femmes³ composées d'associations nationales ou régionales et implantées dans les cinq pays d'intervention que sont le Mali, le Burkina Faso, la Guinée-Conakry, le Niger et le Sénégal. Elles sont réunies autour d'un plan

d'action régional qui vise l'amélioration du cadre légal de promotion et de protection des droits des femmes en Afrique de l'Ouest.

En 2009, le constat était unanime : malgré les engagements pris par les États en faveur de l'égalité, par la ratification de textes juridiques tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF 1979), les femmes ne jouissent toujours pas des mêmes droits ou des mêmes opportunités que les hommes. Que ce soit dans les sphères économiques ou politiques, les inégalités de genre demeurent criantes. À titre d'exemple, la présence des femmes dans les postes de décision reste très faible : au Parlement du Niger, sur 223 députés, il n'y a que 18 femmes ; au Burkina-Faso, le Cabinet ministériel ne compte que 3 femmes sur 29 ministres. Le très faible taux de scolarisation au secondaire des fillettes est aussi très alarmant : il est de 22 % au Bénin et de 14,6 % au Burkina Faso...

Premier obstacle de taille. « Les femmes elles-mêmes ne connaissent pas leurs droits, comment peuvent-elles s'en prévaloir ? », s'insurge madame Coulibaly. Les acteurs judiciaires et extrajudiciaires sont, quant à eux, peu familiers avec les outils légaux censés assurer le respect des droits des femmes. Au chapitre des défis, Mariame Coulibaly dénonce aussi les violences faites aux femmes : « C'est un fléau qui gangrène tout processus

de développement et qui malheureusement perdure dans les pays africains ».

Concrètement et afin d'assurer le respect de l'effectivité des droits des femmes, les six coalitions se sont dotées de plans d'action nationaux basés sur leur degré d'avancement en terme de promotion des droits des femmes. Ainsi, pour le Burkina Faso, l'un des objectifs est l'adoption d'une loi instaurant un quota d'au moins 30 % pour les femmes lors des



Travail de torréfaction du karité au Burkina-Faso.

élections. Au Sénégal, le Réseau Siggil Jigéen (« Rehausser l'image de la femme ») se concentre sur la réforme du Code de la famille afin que tous les articles soient en phase avec les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux.

Ambitieux, le volet régional EFH vise, parallèlement au travail mené dans chaque pays, à faire adopter par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) – organisation intergouvernementale comptant 15 pays – un protocole pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et le développement en Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'harmoniser les législations nationales aux instruments régionaux et internationaux, d'en faire le suivi et l'évaluation, mais surtout d'amener les 15 gouvernements à faire de l'EFH un principe fondamental d'intervention. « Une alliance de 10 organisations est parvenue à faire adopter en Afrique australe un protocole sur le genre et le développement, pourquoi pas nous ? »

Non sans mal, un vent d'égalité semble souffler sur les terres de l'Afrique de l'Ouest...

Envers et contre tout

Quand on demande à Mariame Coulibaly si elle est confiante pour l'avenir, c'est avec un « grand oui » qu'elle nous répond. Pourtant, le chemin vers l'égalité est pavé d'embûches : l'instabilité politique qui prévaut dans l'ensemble des pays en est une de taille, avec les conflits qui gangrènent un développement équitable et pérenne, et la montée de l'islamisme radical qui enraye l'accès des femmes à l'égalité. Enfin, dernier obstacle avec lequel les coalitions doivent composer : l'accès à des moyens financiers conformes aux ambitions du programme EFH.

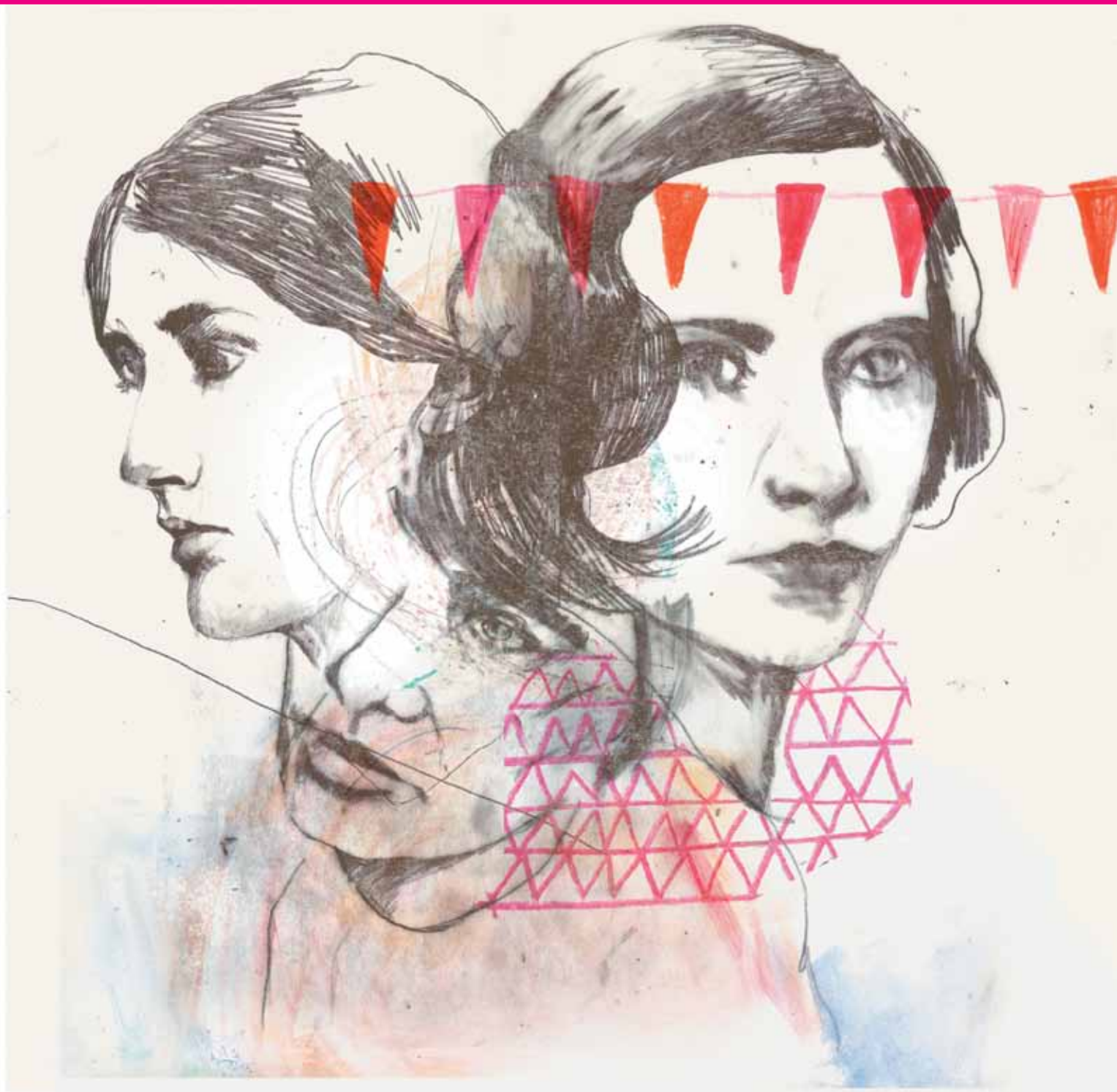
Avec raison, Mariame reste déterminée. Elle remarque sur le terrain une dynamisation du mouvement associatif : les femmes des milieux ruraux et urbains ont compris la nécessité d'être en mouvement ensemble, pour aboutir à des changements majeurs et devenir des « actrices » incontournables dans les décisions politiques. Le travail mené sur le terrain a aussi permis d'établir le dialogue avec les jeunes femmes, une relève conscientisée et prête à reprendre le flambeau. La coordinatrice du programme se réjouit d'une meilleure compréhension par les femmes elles-mêmes de leurs droits. Des droits également mieux appréhendés par les partenaires institutionnels et par une frange de la population.

Habilement donc, à coups d'actions de plaidoyer et de dialogue politique, les citoyennes africaines amènent les gouvernements à rendre effectif le volet régional en Égalité de droit entre les Femmes et les Hommes. Appuyées par le travail des volontaires canadiens – qu'ils soient stagiaires, en congé solidaire, en mission de courte ou longue durée –, elles portent à bout de bras l'inclusion des femmes dans le développement. Elles sèment les graines d'un respect durable des droits des femmes. Une révolution pacifique serait-elle en cours en Afrique de l'Ouest ? **DS**

1. « Nouvelle menace à la relation de confiance entre les organismes de la société civile et le gouvernement fédéral », communiqué de presse de l'AQOCI, 14 mars 2012, <http://www.aqoci.qc.ca/spip.php?article769>

2. www.uniterro.ca

3. Les 6 coalitions sont la Coalition burkinabée des droits de la femme (CBDF), la Coordination des ONG et Associations féminines du Niger (CONFAGEN), la Coordination nationale des associations féminines de la Guinée, le Groupe Pivot et Citoyenneté de la Femme (GP/DCF), la Coordination des Associations féminines du Mali (CAFO) et le Réseau Siggil Jigéen du Sénégal.

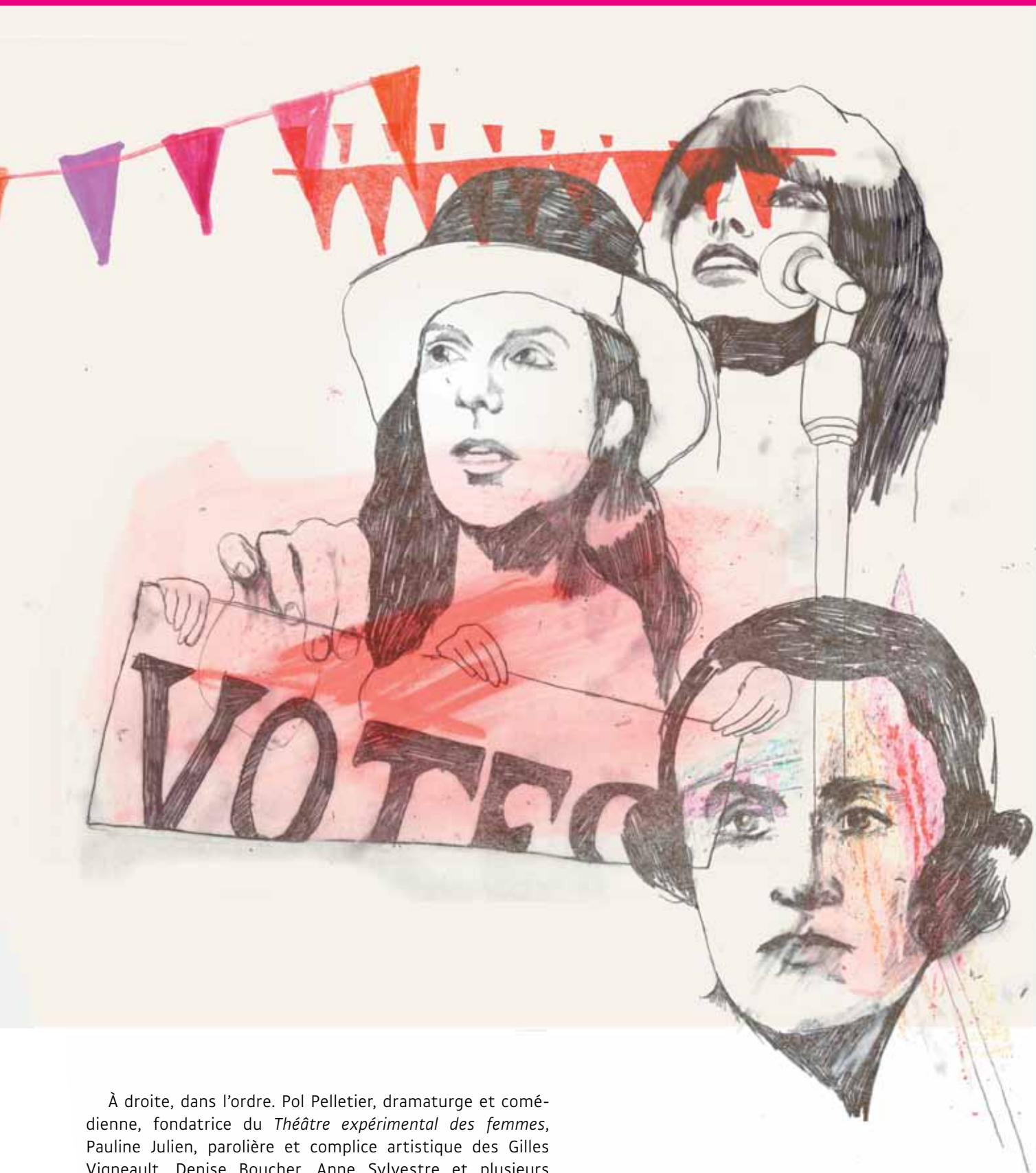


Dessine-moi une muse

Texte d'Angèle-Anne Brouillette
Illustration de Mathilde Corbeil

— Écrivaines, dramaturges, militantes et intellectuelles, ces six femmes ont ouvert la voie, à leur manière et dans leur domaine de prédilection, à une pensée féministe qui a inspiré Mathilde Corbeil, l'illustratrice qui signe nos pages centrales.

À gauche, dans l'ordre. Les écrivaines Virginia Woolf, Anne Hébert et Simone de Beauvoir. D'*Une chambre à soi* comme condition de création, au célèbre « on ne naît pas femme, on le devient », elles nous ont parlé d'émancipation et de l'importance d'une parole de femme.



À droite, dans l'ordre. Pol Pelletier, dramaturge et comédienne, fondatrice du *Théâtre expérimental des femmes*, Pauline Julien, parolière et complice artistique des Gilles Vigneault, Denise Boucher, Anne Sylvestre et plusieurs autres, et Thérèse Casgrain, bien connue pour sa lutte en faveur du droit de vote des Québécoises. **DS**



*« Je considère qu'il y a des lieux où les femmes doivent se retrouver entre elles pour raffermir leur confiance et peaufiner leurs discours. »
Nicole Boily*

« La cause des femmes, c'est la cause des gens »

- Marie Cardinal

par Angèle-Anne Brouillette, comité d'orientation éditoriale

— Pour ce premier affrontement dans le ring, Ariane Émond, journaliste et cofondatrice du mythique magazine féministe *La vie en rose* et Nicole Boily, militante syndicale, ancienne candidate du Parti québécois et première permanente en 1977 de la Fédération des femmes du Québec, ont accepté de débattre de mixité... et de tirer sur quelques autres cibles en passant...

Les féministes ont-elles changé le monde?

« Je crois que la mixité aujourd'hui est intéressante. Ça permet à un plus grand public de saisir l'importance de se battre pour une société plus équilibrée. Les féministes radicales ont longtemps dit que le mouvement des femmes avait changé le monde, mais je répète toujours qu'on ne l'a pas changé, on l'a amélioré, on l'a dépoussiéré! Le mouvement des femmes a entre autres présenté les enfants aux hommes: "Occupe-toi des enfants, tu vas voir le bonheur qu'on y trouve; pendant ce temps-là, je vais faire autre chose!" » illustre Ariane Émond.

« Oh, on dit que les femmes n'ont pas changé le monde... mais elles ont changé beaucoup de choses, rétorque Nicole Boily. Le mouvement des femmes a amené un certain

nombre d'hommes et de jeunes à changer de perspectives, et ça, c'est majeur! Oui, pour moi la mixité est importante, et les femmes doivent prendre leur place partout, dans les milieux d'affaires, politiques, syndicaux, etc. Mais je considère qu'il y a des lieux où les femmes doivent se retrouver entre elles pour raffermir leur confiance et peaufiner leurs discours. »

La bataille de l'image

« Il y a des lieux où les femmes doivent rester entre elles? Honnêtement, j'ai du mal à les imaginer. Je pense que les enjeux extrêmement sensibles dans le mouvement des femmes – je pense notamment à la prostitution, à la laïcité et à l'hypersexualisation – devraient être débattus avec les hommes » réplique Ariane Émond. « Nous avons perdu la bataille de l'image auprès de nos détracteurs, ceux-là mêmes qui ont fait entrer dans la tête des gens que le mouvement des femmes était au fond un mouvement de femmes qui détestaient les hommes... On sait que c'est faux! Mais à mon avis, il faut envoyer le message que l'égalité n'est pas acquise et que nous avons besoin des hommes et des femmes pour y contribuer. »

*« Je pense que les enjeux extrêmement sensibles dans le mouvement des femmes – je pense notamment à la prostitution, à la laïcité et à l’hypersexualisation – devraient être débattus avec les hommes »,
Ariane Émond.*

« Tu as raison, je pense qu’on est rendus là, mais il y a des lieux pour ce faire. Si on prend, par exemple, le milieu syndical, je te dirais que la place est encore difficile à prendre. S’il n’y avait pas eu les femmes entre elles – celles de comités sur la condition féminine et du CIAFT – pour mettre la question de l’équité salariale à l’avant-plan, elle serait passée en dessous de la table car, le syndicat n’était pas prêt à la mettre en œuvre! Il y a des lieux où les institutions – pas les individus – ne sont pas prêtes à faire ce qu’elles ont à faire. Je pense aussi que c’est important qu’il y ait des lieux de militance, la Fédération des femmes du Québec et les centres de femmes notamment, qui demeurent non mixtes. Ça permet aux femmes de développer l’estime de soi et après, elles peuvent faire un saut ailleurs » dit Nicole Boily.

Ensemble où ça fait mal


« Les hommes devraient pouvoir se battre à côté des femmes pour qu’il n’y ait plus d’écarts, notamment au plan salarial. J’aimerais aussi qu’il y ait davantage de mixité dans le champ de la violence conjugale, pense Ariane Émond. Les maisons d’hébergement pour femmes violentées sont habituellement extrêmement réfractaires à travailler avec des maisons qui accueillent les hommes ayant eu des gestes et des comportements violents. Je pense que l’avenir est à la prise de contact entre les deux bouts de la violence. Si on ne travaille pas ensemble sur ces questions, la campagne de sensibilisation va piétiner ».

« Oui, mais ce n’est pas que la faute du mouvement des femmes! rappelle Nicole Boily. Il y a eu des groupes d’hommes, disons un peu désagréables et fermés, et ça n’a pas beaucoup aidé! Ariane, pour atteindre ce que tu souhaites, il faut que les municipalités et les pouvoirs publics se positionnent et prennent le leadership. Dans le débat sur la prostitution, entre autres, la FFQ n’a pas voulu se positionner, car il y a deux tendances contraires très fortes sur le terrain (NDLR: la légalisation du travail sexuel et l’abolition de la



prostitution). Donc il faut d’autres voies que le mouvement des femmes. C’est là que la mixité pourrait générer quelque chose de positif, car une institution politique n’a pas cette émotivité.»

« Tu sais ce qui m’inquiète? poursuit Nicole Boily. Le conservatisme et le retour en arrière. Il y a une tendance, même dans le secteur public, à dire “Ah les garçons s’adaptent mal à la présence des filles, c’est pour ça qu’ils décrochent de l’école”. Non, il faut tenir notre bout: les écoles doivent être mixtes de la maternelle au secondaire. Autant je souhaite qu’il y ait des lieux pour les filles, autant je veux que, très jeunes, les garçons et les filles se côtoient! C’est aussi pour cette raison que l’analyse différenciée selon les sexes est importante. Les solutions, entre autres contre le décrochage scolaire, sont très différentes pour les garçons et les filles. Les filles décrochent moins encore aujourd’hui, mais ça augmente. Et quand elles décrochent, c’est souvent en raison d’une grossesse, et le retour aux études se fait plus tard. Ça a des conséquences importantes sur le revenu et ça crée un écart par rapport à celui des hommes.»

« Au fond, je souhaite qu’autant les jeunes hommes que les jeunes femmes aient la volonté d’avoir une société plus égalitaire et un meilleur partage des responsabilités », résume Ariane Émond. « Et moi je trouve que le développement social est un lieu par excellence de mixité où les femmes pourraient encore prendre plus de place... », conclut Nicole Boily. 

Féministe, et vous ?

par Sophie Clerc, comité d'orientation éditoriale

— 8 mars 2012. Une pluie silencieuse tombe sur Montréal. Qu'importe. Des citoyens et des citoyennes s'activent à travers la ville pour souligner sur un ton festif, artistique ou politique la journée internationale des femmes. L'équipe de la revue a pris part à cette journée aux saveurs féministes en s'immergeant, sourire au visage et enregistreuse sous le bras, dans deux activités colorées des quartiers Rosemont-Petite Patrie et Centre-Sud. Dans la première, la contribution des femmes au développement international était à l'honneur chez « Ethik BGC », la boutique exigeuse de vêtements équitables de la rue Saint-Hubert. Dans la deuxième, un 5 à 7 festif réunissait des dizaines de personnes dans la salle Marie-Claire Grondin du Comité social Centre-Sud. Timidement, fièrement ou chaleureusement, les femmes et les hommes croisés au cours de la soirée ont partagé avec nous leur vision du féminisme. Magnéto!

Élodie

« Je suis féministe en raison des luttes qui me tiennent à cœur, que ce soit la lutte contre les violences faites aux femmes, les batailles pour l'égalité ou encore les femmes qui se battent pour entreprendre et travailler dans des milieux où elles sont minoritaires. »



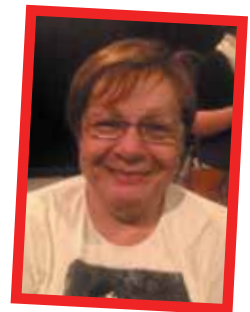
Jean

« J'ai un fort intérêt pour les problématiques liées aux femmes et au développement. J'ai un peu voyagé dans les pays en développement, en Inde, en Afrique, et cela saute aux yeux que l'une des clés importantes du développement c'est l'émancipation et le développement des femmes! C'est clair et net! »



Lise

« Je suis féministe, mais tout dépend du sens que l'on donne à ce mot là. Pour moi, cela signifie l'égalité. La femme, l'homme, on est un beau puzzle et l'un ne va pas sans l'autre. Chez nous, mon mari fait la vaisselle et puis moi je sors les vidanges. Pour moi, c'est ça le féminisme! »



Diana

« Je ne suis pas féministe. Pour moi, le féminisme est trop extrême. Je pense qu'il y a une différence entre les hommes et les femmes et je pense que l'on peut bien vivre ensemble, avec nos différences. Le féminisme comme on l'entend ici au Québec est trop radical. »



VOX pop

Vox pop

Saïda

« Je me définis comme étant féministe parce qu'en tant que femme mon indépendance et ma position dans la société sont importantes. Je pense aussi que la situation des femmes à l'international et localement est importante et elle me tient à cœur. Ces éléments font que je me définis comme étant féministe. »



Elise-Thérèse

« Je suis féministe, mais pas à plein temps... »



Michel

« Je suis féministe pour plusieurs raisons. La plus importante c'est que l'on constate une inégalité que l'on ne peut pas ignorer. Pour moi, c'est important de défendre l'égalité entre les hommes et les femmes; œuvrer pour cette égalité, c'est être féministe. »

Julie

« Je suis féministe parce que je défends les droits des femmes, mais aussi les droits humains. Peu importe que tu sois une femme, un homme, d'une race différente, d'une ethnie différente, tant que tous les droits humains ne seront pas reconnus, on va se battre ! »

Kemamba

« C'est quoi le féminisme ? J'ai entendu tellement de choses sur le sujet que je ne sais pas si je me définirais comme féministe aujourd'hui. J'ai entendu plusieurs affirmations et j'ai comme l'impression que le féminisme est devenu le "masculinisme" des femmes et moi, par rapport à mes valeurs, j'ai des réserves. »



L'égalité en région québécoise

La Loi 34 a confié aux Conférences régionales des élus (CRÉ) de chaque région un mandat d'atteinte de l'égalité. Comment se déploie cette nouvelle architecture institutionnelle au regard des droits des femmes¹ ?

par Denyse Côté, Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (ORÉGAND)

Le développement des régions québécoises a souvent exclu les femmes par le biais d'une allocation inégale des ressources matérielles et immatérielles, entre autres la prise en compte des besoins des femmes, la reconnaissance de leurs activités et l'accès aux décisions et aux lieux de pouvoir. Pourtant, toutes les régions ont accueilli des groupes de défense des droits des femmes bien avant l'introduction de nouvelles modalités de gouvernance régionale il y a huit ans. Ce nouvel arrimage des groupes de femmes avec les autorités régionales s'est-il avéré heureux ?

Les groupes de femmes, acteurs du développement régional

Ce sont ces groupes de femmes qui auront permis aux bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme de voir le jour, à la première orientation gouvernementale en développement régional et condition féminine en 1997 d'être élaborée, et à une obligation de résultats en matière d'égalité dans les régions en 2003 d'être enchâssée. La Loi 34 confiait alors aux Conférences régionales des élus (CRÉ) de chaque région un mandat d'atteinte de l'égalité. Le contexte d'intervention changeait alors radicalement pour les groupes régionaux de femmes. Celles-ci ont dû se familiariser avec cette nouvelle arène politique et à ces nouvelles règles du jeu, en évaluer les coûts et les bénéfices : elles l'ont fait avec l'espoir d'être enfin pleinement reconnues comme partenaires du développement de leur région.

Un nouvel interlocuteur des groupes régionaux de femmes

Ayant comme mandat de mobiliser la société civile dans l'atteinte de résultats régionaux, les CRÉ se sont substituées aux ministères et aux agences gouvernementales à titre d'interlocuteur principal des groupes régionaux de femmes. Les budgets destinés à l'égalité dans chaque région ont été canalisés vers des ententes spécifiques regroupant les objectifs et les programmes gouvernementaux existants. Les demandes ou suggestions des groupes de femmes

ont été incorporées de façon sélective par les CRÉ au sein des ententes spécifiques et les groupes de femmes ont été appelés à transiger avec de nouveaux acteurs : les directions régionales de ministères, les municipalités et les villes, les institutions locales et le secteur privé. Cet élargissement de l'auditoire ouvrait la voie à une plus grande influence dans leur région et ce fut parfois le cas. Mais dans plusieurs régions, il a plutôt généré une multiplication des démarches et un glissement des propositions des groupes de femmes vers des corridors plus étroits.

Rarement invités à partager les décisions finales concernant le contenu, les budgets et le déroulement des ententes spécifiques, plusieurs groupes ont souffert d'un manque de reconnaissance de leur travail de mobilisation, de conscientisation et d'appui aux femmes, mené depuis plus d'un quart de siècle.

Un partenariat à géométrie variable

Le partenariat des groupes régionaux de femmes avec les CRÉ s'est ainsi révélé à géométrie variable. Rarement invités à partager les décisions finales concernant le contenu, les budgets et le déroulement des ententes spécifiques, et n'assumant plus la maîtrise d'œuvre du dossier de la condition féminine dans leur région, plusieurs groupes ont souffert d'un manque de reconnaissance de leur travail de mobi-



lisation, de conscientisation et d'appui aux femmes, mené depuis plus d'un quart de siècle. De plus, la charge de travail bénévole exigée par les processus de concertation des ententes spécifiques a crû de manière exponentielle et est demeurée largement sous-financée. La comparaison est

désolante avec les organisations jeunesse, partenaires des CRÉ et financées à même le Fonds des générations.

Le désir de participer activement à la concertation régionale, l'espoir d'un financement structurant et les exemples positifs d'autres régions ont poussé plusieurs groupes

régionaux de femmes à investir d'importantes ressources humaines au sein de ces ententes spécifiques et à adapter leurs propositions au corridor défini par le plan d'action national en matière d'égalité.


L'approche de défense des droits reste complémentaire à l'approche transversale : elle en est l'origine, l'aboutissement et lui sert de baromètre. En ignorer l'existence ou l'exclure des processus de développement régional prive une région entière de ressources importantes de sa société civile.

Un questionnement sur l'opportunité de poursuivre dans cette voie est cependant apparu lors du renouvellement des ententes spécifiques. Non pas lorsque les résultats de l'entente précédente s'étaient révélés structurants en termes de contenu, de financement et de consolidation des activités des groupes, mais plutôt lorsque les relations avec les CRÉ s'étaient avérées peu satisfaisantes et les résultats désstructurants en termes organisationnels et financiers. Dans ces cas, l'expertise et l'originalité des groupes régionaux de femmes semblent avoir été nivelées par la rigidité de l'approche administrative imposée, ainsi que par un nouveau système de sous-traitance, dont l'effet a été d'évacuer les groupes de femmes de l'exercice d'une véritable influence sur les décisions et les choix de leur région en matière d'égalité et de droits des femmes. L'échange d'idées et d'analyses avec leurs vis-à-vis institutionnels et le partenariat horizontal rêvé leur ont échappé. Et ce, d'autant plus quand les acteurs au sein des ententes spécifiques interagissaient selon des intérêts hiérarchisés en termes de mandats gouvernementaux et de budgets disponibles. Les groupes de femmes se retrouvaient alors perdants, ne pouvant offrir ni financement, ni autorité politique, mais seulement la richesse de leur créativité, de leurs expertises et de leurs contributions humaines.

Déficit démocratique dans certaines régions ?

Les relations partenariales au sein des ententes spécifiques sont un jeu d'acteurs où le contexte est déterminé par les responsables de la concertation. L'ouverture des CRÉ au mode d'intervention qui caractérise les groupes de femmes reste donc une clé importante dans la mise en place d'un partenariat horizontal et structurant. Lorsque la CRÉ ou les bailleurs de fonds reconnaissent la mission associative des

groupes de femmes, l'entente spécifique risque de s'avérer plus structurante. Mais lorsque les modalités de gestion des ententes spécifiques (prise de décision, octroi des projets, reddition de comptes) sont calquées sur celles du secteur privé ou sur la logique administrative propre aux institutions publiques, lorsque la place réservée aux groupes de femmes se limite à la mise en œuvre de projets peu financés ou à la sous-traitance, les groupes de femmes font alors face à la possibilité d'un détournement de leur mission citoyenne.

Qui l'aurait prédit? Paradoxalement, l'intensification des maillages entre les acteurs régionaux peut avoir nourri, du point de vue des groupes de femmes, un déficit démocratique dans certaines régions. Comment? D'une part, il faut comprendre que les CRÉ ne reconnaissent qu'une expression institutionnelle limitée du mouvement régional des femmes; or celui-ci est plus large en termes d'acteurs ou de problématiques. En outre, l'apparition de partenariats verticaux, l'approche gouvernementale de l'égalité retenue par les CRÉ, a été interprétée de manière minimaliste. En résulte une mise en opposition de cette approche avec celle de défense des droits, portée par les groupes de femmes. Non pas parce que celles-ci auraient refusé d'adapter leur discours et leurs pratiques à l'approche transversale de l'égalité; elles ont au contraire vite compris que ceci leur ouvrirait des portes auprès de bailleurs de fonds, des partenaires institutionnels, des chambres de commerce ou des commissions scolaires. Mais plutôt parce que l'idée selon laquelle ces approches « en silo » seraient mutuellement exclusives s'est rapidement répandue chez certains acteurs clés du développement régional. Or rien n'est plus faux. L'approche de défense des droits reste complémentaire à l'approche transversale : elle en est l'origine, l'aboutissement et lui sert de baromètre. En ignorer l'existence ou l'exclure des processus de développement régional prive une région entière de ressources importantes de sa société civile. Car cette vitalité citoyenne propre au Québec et mondialement reconnue reste un moteur important du développement régional. 

1. Adapté d'un article publié dans la revue *Recherches féministes*.

La mosaïque de l'action féministe locale

Les citoyennes et les organisations de femmes forment une mosaïque éclatée et nécessaire au développement collectif local. Elles participent à l'*empowerment* des femmes et des milieux, sonnent l'alarme en cas de dérive antiféministe et pensent autrement l'organisation des services.

par Angèle-Anne Brouillette, comité d'orientation éditoriale

Collectivement vôtre

L'*R des centres de femmes* existe depuis 1985. R pour Regroupement ou Réseau; Ère pour l'époque des centres de femmes; Aire pour l'espace à prendre; Air pour « Donnez-moi de l'oxygène!¹ »

Les 101 centres ont deux volets d'action, soit le milieu de vie et la transformation sociale, et les actualisent de manière originale, à la lumière des préoccupations de leurs localités. À Chapais par exemple, dans le Nord du Québec, les femmes du Centre de femmes ont fait pression auprès du centre de santé pour qu'il se dote d'une génératrice. Plus au sud, à Montréal, les femmes du *Centre d'éducation et d'action des femmes* ont imaginé un milieu où il ferait bon vivre en élaborant la Déclaration citoyenne des femmes de Ste-Marie suite à un projet de revitalisation de leur quartier. Des impacts certains basés sur une connaissance et une reconnaissance du milieu.

Comme d'autres groupes communautaires, les Centres de femmes font face à des défis de financement qui finissent par interroger l'autonomie des groupes. Odile Boisclair, de l'*R* commente: « Il y a un climat que nous qualifions d'antiféministe ordinaire ou, si on veut, le mythe de l'égalité-déjà-là. Il y a moins d'ouverture pour le financement des projets spécifiquement pour les femmes. On vise maintenant la famille. On pense aussi à l'employabilité. Et pourtant des femmes, dans les milieux ruraux entre autres, vivent de l'isolement social et un problème d'accès au transport. Il faut sortir la femme de l'isolement, lui créer un réseau, lui donner un élan. En fait, la participation à un centre de femmes peut devenir un tremplin qui pourra l'amener vers l'employabilité. »

Les Centres de femmes, à titre d'organismes généralistes, sont énormément sollicités localement et régionalement afin de participer à diverses concertations. Odile Boisclair rappelle qu'un Centre de femmes à Louiseville a même tenté l'expérience du « Beau risque » et s'est désengagé des concertations afin de se consacrer aux activités « milieu de vie ».

Les signaux d'alarme des Centres et de l'*R* sur la participation aux concertations locales sont plus sonores encore lorsqu'il est question de philanthropie. Odile Boisclair

explique. « Les Centres ne sont pas d'accord avec certaines valeurs. Ils se questionnent sur la définition d'objectifs par des fondations privées. Les projets financés par ces fondations mobilisent des acteurs qui, pour la plupart, travaillaient déjà très bien ensemble. Au lieu de rassembler, dans certains milieux, ça a augmenté la compétition. Aussi, ces fondations poussent un agenda qui n'est pas nécessairement celui des milieux, on veut nous faire travailler sur l'obésité et le décrochage scolaire. Auparavant, il y avait une participation du milieu pour identifier les priorités régionales, mais je ne vois plus ça. »

Les Centres de femmes ne sont pas à l'abri de la professionnalisation et des attentes des différents milieux à leur égard. Or, en misant sur leur base d'unité politique et sur leurs connaissances du milieu, ils sont des acteurs incontournables de la collectivité.

Aussi, ces fondations poussent un agenda qui n'est pas nécessairement celui des milieux, on veut nous faire travailler sur l'obésité et le décrochage scolaire.

Aux arts les femmes

Lors de la dernière journée du 8 mars, neuf femmes artistes de Saguenay ont présenté quelques extraits de leurs œuvres à un public de 80 personnes, majoritairement féminin, au café *Le Sous-Bois*, une coopérative de Chicoutimi. Elles sont allées à la rencontre des femmes de la région, autant des travailleuses culturelles, des professeuses d'université que des personnes



L'artiste en arts visuels Nélanne Perron-Racine a proposé au public une oeuvre collective consistant à dessiner le souffle des gens sur une grande feuille. Elle devait ensuite relier les souffles à l'aide d'un fil rouge. Elle provoquait ainsi un moment d'attention vers l'être intérieur de chacun, permettant d'imaginer le souffle et de relier ces traces d'un travail collectif avec le fil. Près des 80 personnes présentes y ont participé.

éloignées ou moins familières avec les arts en abordant les joies et les aléas de la condition de femme artiste.

Claudia Chabot, réalisatrice de Saguenay, a témoigné de ce secteur. Les femmes comptent en effet pour la moitié des étudiantes des principales facultés de télévision et de cinéma au Québec, et pourtant elles sont une petite poignée à voir leurs films financés... et être tournés. Résultats : moins de visions et de rôles féminins et plus de stéréotypes². *L'organisme Réalisatrices Équitables* a fait quelques sorties publiques depuis 2007 pour sensibiliser la population, les producteurs et les bailleurs de fonds à l'atteinte de l'équité pour les femmes dans le domaine de la réalisation au Québec. Leur combat n'est pas vain. Nous ne le dirons jamais assez : la culture est essentielle au développement collectif local et y voir des femmes est incontournable.

Selon Gabrielle Desbiens, coordonnatrice de l'organisme de la ville de Saguenay *Éveille ma culture*, « Les arts et la

culture ont un rôle social important à jouer. Selon moi, le développement local passe par un désir des membres de la communauté de faire de leur milieu un endroit plus sain à vivre. La culture est donc nécessaire pour actualiser cette volonté. Les gens se regroupent autour de la culture, ce qui favorise la création du lien social. [...] Lorsqu'on a l'art dans notre sac à dos, on propose une manière d'éduquer et de faire participer les gens. La culture est un excellent prétexte pour développer l'*empowerment* des individus. »

Éveille ma culture travaille dans cette optique, en faisant le pont entre le milieu communautaire, le milieu culturel et les citoyens. Un défi immense, compte tenu de la population (150 000) et de la petitesse de l'équipe (deux personnes employées). Or, *Éveille ma culture* travaille d'abord avec ce qui se fait sur le territoire, l'approche étant de valoriser l'immense richesse culturelle en encourageant la participation de la population aux activités existantes.

« TacTIC »

La mélopée du « pas le temps de m'impliquer » est bien connue. Sylvie Lévesque de la *Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec* en sait quelque chose. Elle qui représente les groupes travaillant majoritairement avec des femmes monoparentales sait que ces dernières ont moins le temps de se déplacer pour participer aux activités et de s'engager dans la vie associative d'un groupe. « La participation est différente : on appuie maintenant davantage une cause qu'une organisation. Pour rejoindre les gens et les mères monoparentales, il a fallu revoir les façons de faire » nous dit-elle.

Nous sommes dans l'ère de l'individualisme. C'est très bien les TIC, mais comment faire maintenant pour aller plus loin et impliquer les gens ? Comment faire pour contrer la désertion des conseils d'administration ?

Les groupes organisent de moins en moins d'ateliers et font de plus en plus appel aux technologies de l'information et des communications (TIC) pour atteindre les femmes. Blogues, *Facebook*, *Skype* : autant d'outils pour entrer en contact avec elles.

« Nous sommes dans l'ère de l'individualisme. C'est très bien les TIC, mais comment faire maintenant pour aller plus loin et impliquer les gens ? Comment faire pour contrer la désertion des conseils d'administration ? Comment réconcilier ces approches plus individualistes avec nos approches d'éducation populaire ? Comment collectiviser les problèmes ? »

La santé... de toutes manières

Mia Larochelle vit à Gaspé depuis septembre 2011. Avec une dizaine d'autres jeunes citoyennes de la région, fortement diplômées et pour la plupart originaires de l'extérieur de la région, elle a créé le collectif *Accès Sages-femmes Côte-de-Gaspé*. L'objectif est de mettre en place un service de sage-femme afin que celles qui le veulent puissent avoir le choix d'accoucher avec un médecin ou une sage-femme, à l'hôpital ou à la maison.

Le défi est de taille : mobiliser tous les acteurs concernés afin de créer un modèle de service de sage-femme adapté à

ce territoire immense où il y a peu d'accouchements. Cette lutte sociale et féministe, portée par des femmes et appuyée par le Centre de santé et de services sociaux, est selon Mia Larochelle, « ...une question de liberté. Nous avons beaucoup de travail de sensibilisation à faire auprès de la population, car les gens ont des préjugés et des craintes et sont très attachés à leur médecin. »

Cette lutte pointe les défis entourant l'accessibilité à des soins de santé pertinents et respectueux des femmes. Une équité recherchée pour celles-ci, qu'elles soient en milieux urbains ou ruraux. Aussi, rappelons-le : la Gaspésie est la seule région où le taux d'immigration est plus élevé que le taux d'émigration. Elle donne ainsi un aperçu du changement de valeurs engendré par l'effervescence d'une population en mouvance.

Pour information :

Le Sous-Bois : <http://cooplessousbois.wordpress.com/>

Réalisatrices équitables : <http://realisatrices-equitables.com/>

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec : <http://www.fafmrq.org/>



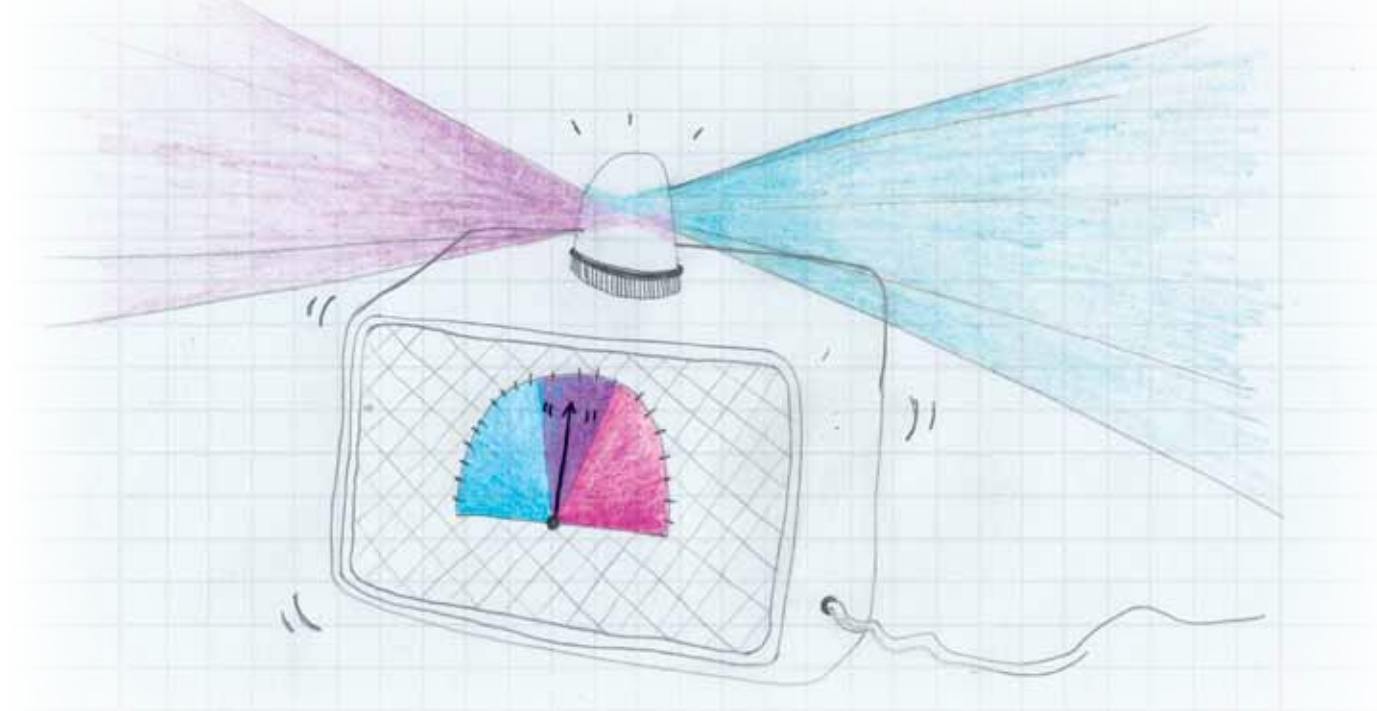
Des femmes et leurs enfants du Collectif Accès Sages-Femmes Côte-de-Gaspé

1. Voir site de l'R des centres de femmes : <http://www.rcentres.qc.ca/>
2. Vers une équité de fait : <http://realisatrices-equitables.com/images/stories/pdf/memoirecommissionparlementaire2011.pdf>

L'analyse différenciée selon les sexes, lentement mais sûrement vers l'égalité

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur « l'analyse différenciée selon les sexes », sans jamais oser le demander : quelques-unes de ses artisanes nous en dévoilent les secrets.

par Sophie Clerc, comité d'orientation éditoriale



L'ADS, une paire de lunettes à double foyer

L'analyse différenciée selon les sexes, l'ADS pour les intimes, fait partie du paysage institutionnel québécois depuis 1997¹. Présente dans les ministères, les Conférences régionales des élus (CRÉ) et les municipalités, l'ADS vise à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, lois, programmes, mesures, projets et plans d'action. Outil de management égalitaire, l'ADS, quand elle est appliquée, permet de prendre en compte, à toutes les étapes de l'élaboration d'un projet, les réalités différenciées des hommes et des femmes et vise ainsi à corriger l'inégalité, à s'y adapter ou à agir de façon préventive.

Outil de management égalitaire, l'ADS, quand elle est appliquée, permet de prendre en compte, à toutes les étapes de l'élaboration d'un projet, les réalités différenciées des hommes et des femmes.

Concrètement, que permet l'ADS ? Prenons l'exemple cité par Charlotte Thibault, consultante et formatrice en ADS,

d'une maison de jeunes à Montréal qui décide d'appliquer l'ADS dans la bonification de son offre de loisir. Dans un premier temps, le personnel rassemble des données ventilées selon le sexe et compte le nombre de filles et de garçons participant aux activités. On s'aperçoit que ce sont des garçons, en immense majorité, qui ont participé aux activités. En tentant de comprendre cet écart, la direction de la maison de jeunes constate qu'en voulant associer les jeunes à la programmation annuelle, ce sont très majoritairement des garçons qui avaient participé aux consultations, inscrivant du coup des activités de jeux vidéos ou de sports, rebutantes pour les jeunes filles. La direction a rectifié le tir et consulté les filles pour connaître leurs besoins; elle a ensuite adapté sa programmation en conséquence. L'ADS corrige.

Nécessaire certes, mais pas obligatoire, et c'est là que le bât blesse. La mise en oeuvre de l'ADS demeure volontaire.

Au national, l'ADS s'est invitée dans le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale². Celui-ci comprend une douzaine de mesures intégrant l'ADS, dont celle des Alliances pour la solidarité. Sous la responsabilité des CRÉ³, ces Alliances se traduiront par l'élaboration de plans d'action basés sur la connaissance des besoins de leur territoire, en concertation avec les acteurs socioéconomiques de la région et, c'est à souhaiter, des lunettes à double foyer sur le nez... pour distinguer les différences entre les hommes et les femmes en situation de pauvreté.


Avec le plan d'action pour l'égalité entre les hommes et les femmes de 2007-2010, l'ADS a fait des petits au niveau régional, par l'intermédiaire des ententes régionales en égalité. Francyne Ducharme, coordonnatrice de la *Table du mouvement des femmes du Centre du Québec* (TMFCQ), en sait quelque chose; elle en a fait une arme de bataille au service du respect des droits des femmes. «Combiner analyse féministe et ADS, c'est une formule gagnante!» nous confie-t-elle.

La *table régionale des aînés du Centre-du-Québec* a pu ainsi profiter de l'expertise de la TMFCQ dans un projet de prévention du suicide intégrant l'ADS. «On a constaté que le taux de suicide étant plus important chez les hommes, cela amène l'invisibilité des femmes en crise suicidaire. On regardait par conséquent les causes du suicide souvent en fonction de paramètres masculins. Donc on a travaillé sur la situation des femmes en crise suicidaire et sur les modes d'intervention à développer auprès des femmes» avance Francyne Ducharme. Ce projet a permis de former des sentinelles capables de soutenir les personnes en situation de crise en respectant les besoins différenciés des hommes et des femmes.

L'ADS est nécessaire, mais pourrait faire mieux encore

Rabia Chaouchi, conseillère en développement communautaire et responsable de l'ADS à la ville de Montréal, ne tarit pas d'éloges sur l'outil: «Dans un contexte de décentralisation, les fonctionnaires et les partenaires considèrent l'ADS comme une plus-value permettant de mieux connaître les citoyens et les citoyennes pour ainsi mieux les servir». Au-delà de l'optimisation des services rendus à la communauté, l'ADS est juridiquement essentielle. «L'ADS découle de l'obligation du gouvernement de respecter l'égalité entre les hommes et les femmes selon la Charte canadienne des droits et libertés. Plus qu'un outil de gestion, c'est un outil pour contrer la discrimination systémique!» nous rappelle Louise Langevin, professeure de droit à l'Université Laval.

Nécessaire certes, mais pas obligatoire, et c'est là que le bât blesse. La mise en œuvre de l'ADS demeure volontaire. «On peut avoir tous les fonctionnaires qui font le travail, mais quand cela arrive sur la table du ministre, c'est le politique qui embarque et il peut décider de mettre de côté ces études» regrette Madame Langevin. Sur le terrain, Francyne Ducharme note la même faille: «L'ADS est à géométrie variable d'une région à l'autre. C'est la volonté politique dans la région qui va influencer les résultats».

L'ADS, ou la politique des petits pas. Beaucoup de travail a été fait pour former et sensibiliser, comme l'illustre Marcelle Gendreau, responsable de l'implantation de l'ADS au *Secrétariat à la condition féminine* (SCF): «En février 2012, on avait formé plus de 1675 fonctionnaires dans les ministères et dans les régions!» Beaucoup de travail reste encore à faire pour mettre en œuvre les projets en cours et à venir. Ainsi, près de quinze ans après le premier engagement du gouvernement en faveur de l'ADS, un premier plan d'action pour la mise en œuvre de l'ADS⁴ a été lancé en juin 2011, engageant 18 ministères à l'implanter dans plus de 35 projets. Et Charlotte Thibaut de conclure: «L'ADS, c'est une réussite en devenir. Changer les mentalités et les modes de gestion prend du temps, mais ça en vaut la peine!» À suivre donc. 

1. Le Conseil des ministres du gouvernement du Québec décidait, en 1997, de faire l'expérience de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) par l'intermédiaire d'un projet mobilisateur inscrit dans le Programme d'action 1997-2000 pour toutes les Québécoises.

2. Pour plus d'informations: <http://www.mess.gouv.qc.ca/plan-action/>

3. Exception faite de la Ville de Montréal, où c'est la responsabilité de cette dernière de coordonner le plan d'action de l'Alliance pour la solidarité.

4. Le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015 est disponible sur le site du Secrétariat à la condition féminine (SCF): www.scf.gouv.qc.ca

Dés à coudre, plans d'affaires et talons hauts

Pleins feux sur deux initiatives, l'une rurale, l'autre urbaine, portées par des femmes qui oeuvrent, contre vents et marées, pour une place équitable des Québécoises sur le marché du travail.

par Sophie Clerc, comité d'orientation éditoriale

De fil en aiguille

« *La Coopérative de couture Batiscan*, c'est une entreprise de femmes qui ont su développer l'entrepreneuriat. » À l'autre bout du fil, on entend dans la voix de Céline Bouchard, présidente de la coopérative, une force tranquille, mais déterminée.

Depuis 18 ans, cette entreprise fait la fierté des habitants de Batiscan, dans la région de la Mauricie. Pourtant, l'idée est née dans un contexte économique morose : en 1991, l'entreprise de confection de jeans implantée au cœur du village

Diplôme en poche, elle y travaillera comme gérante de production. Douze années plus tard, enceinte de son deuxième enfant, elle apprend, comme 200 autres de ses collègues essentiellement féminines, la fermeture de l'entreprise et la perte de son emploi...

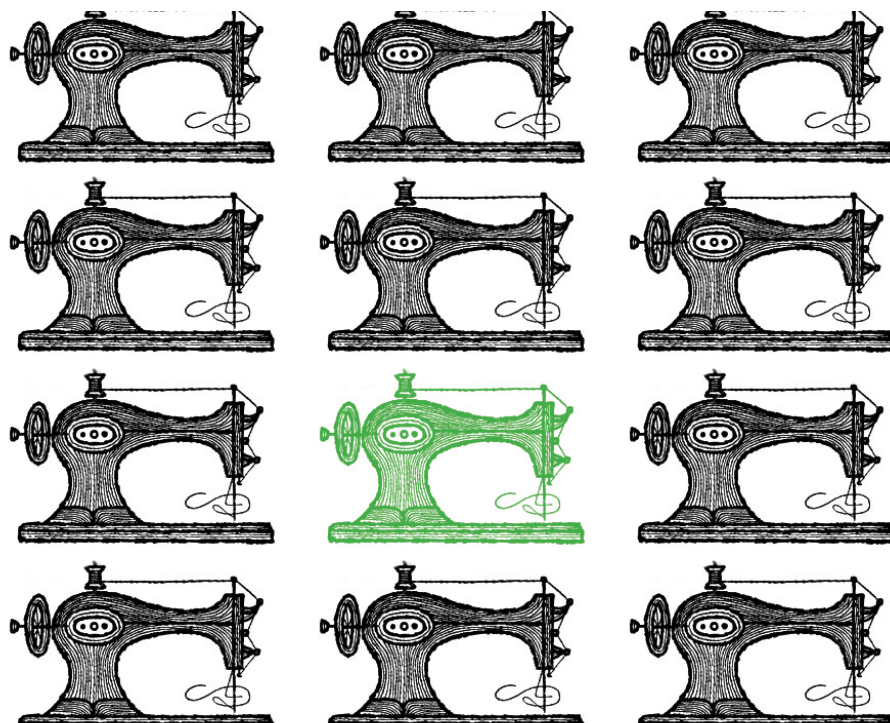
La bâtisse est rachetée par des investisseurs de la région. Un des actionnaires contacte Céline Bouchard et lui fait part de son projet de recréer un atelier de couture. Convaincue du bien fondé du projet, elle embarque et mobilise un groupe de femmes prêtes à tenter l'aventure. « Autour de nous, beaucoup de monde trouvait osé de redémarrer une entreprise

dans ce secteur en souffrance, le textile. Nous, on se disait, un jour, le vent va tourner. » Convaincue, Céline Bouchard est également convaincante et rallie des partenaires clés comme la caisse Desjardins locale, le Centre local de développement (CLD), la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) et le Centre local d'emploi. Un an plus tard, le vent a tourné : la coopérative qui en 1994 employait 8 personnes, en emploie 35 en 2012, exclusivement des femmes.

« En partant une petite entreprise dans un milieu rural, on a toutes amélioré notre situation économique et sociale. » La formule coopérative accroît par ailleurs le sentiment d'appartenance des femmes à leur milieu de travail : « On prend les décisions ensemble, de façon démocratique. C'est notre propre entreprise ! »

Céline Bouchard est consciente du chemin parcouru, mais demeure com-

battive face au défi de l'heure qu'est celui de la relève, pour une entreprise rurale qui emploie surtout des femmes dans la cinquantaine. La présidente reste confiante. « On a eu des moments difficiles, mais on n'a jamais lâché prise et, à force de persévérer, on est rendus là et on est bien fiers ! »



ferme ses portes en raison de la concurrence étrangère. « Pour nous, cette fermeture a occasionné un désarroi épouvantable, la majorité des citoyens travaillaient pour cette entreprise » affirme Céline Bouchard, qui a très tôt la piqure de la couture en regardant sa mère à l'œuvre dans l'entreprise défunte.

Des joueuses tout terrain

Par une douce matinée ensoleillée du mois de mars, nous rencontrons Roselyne Mavungu, directrice de l'organisme Compagnie F¹, dans le café de l'organisme, vitrine promotionnelle de l'entrepreneuriat au féminin au cœur de la Plaza St-Hubert à Montréal.

« Pour prospérer, les pays et les compagnies devront placer les femmes au cœur de l'économie et voir leurs différences comme une source d'innovations qui les aideront à trouver une voie vers une croissance équitable et durable³. »

« Compagnie F, c'est un organisme montréalais qui a pour mission l'autonomie économique des femmes par l'intermédiaire de l'entrepreneuriat. » Le projet est né, 15 ans plus tôt, des réflexions d'un groupe communautaire qui voulait empêcher que la crise économique des années 1980 ne laisse trop de femmes sur le carreau. Aujourd'hui, l'organisme offre de la formation, du coaching, du conseil et du financement aux femmes désireuses de se lancer en affaires et ce, tout au long de leur projet, que ce soit au niveau du prédémarrage, démarrage ou postdémarrage.

« Les femmes viennent à Compagnie F pour être outillées, mais aussi pour rencontrer d'autres femmes. Elles viennent chercher des formations avec un axe entrepreneurial, mais elles reprennent aussi de la confiance en elles et se créent un carnet d'adresses. C'est un bagage complet qui en fait des joueuses tout terrain! »


Ce travail d'intervention réalisée auprès des femmes en tenant compte de leurs besoins est rendu possible grâce à l'implication de différents partenaires, qu'il s'agisse de bailleurs de fonds, d'Emploi-Québec, de la Commission scolaire Marguerite Bourgeois, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) ou encore de la Conférence régionale des élus de Montréal. Des partenaires essentiels, certes, mais pour la directrice de Compagnie F, le premier atout, « ce sont les femmes elles-mêmes qui ont la volonté de partir en affaires et de réussir ».

Depuis sa création, Compagnie F a accompagné plus de 3000 femmes, à coups d'heures de formations, de coachings individuels et de microcrédits. Une fois que le projet d'affaires est lancé, l'équipe les suit durant une année pour structurer la démarche. Ne serait-ce que sur la rue Saint-Hubert, les passants profitent de l'esprit entrepreneurial cultivé dans leurs bureaux avec, par exemple, le magasin

La Loba² qui offre aux jeunes mères des produits et des outils équitables et écologiques.

Bien que l'organisme soit perçu de façon très positive par le milieu, Compagnie F doit trouver chaque année de nouvelles sources de financement. L'organisme souffre aussi de sa popularité et devra, dans les prochains mois, agrandir ses locaux pour donner encore plus d'espace aux esprits féminins « allumés » et déterminés à devenir leur propre « boss ».

Si l'autonomie économique des femmes est au cœur de ces projets collectifs, ceux-ci apportent par ailleurs des réponses originales à un développement socio-économique qui, trop souvent, se fait au détriment des femmes. Ces initiatives féministes illustrent les bienfaits d'un développement social équitable. « Pour prospérer, les pays et les compagnies devront placer les femmes au cœur de l'économie

et voir leurs différences comme une source d'innovations qui les aideront à trouver une voie vers une croissance équitable et durable³. » À bon entendeur... 



1. Pour aller plus loin: www.compagnie-f.org

2. Pour en savoir plus: www.laloba.ca/

3. The global gender gap report 2011, World Economic Forum, cité dans « Perspectives – Femmes au travail », Eric Desrosiers, Le Devoir, 5 mars 2012.

Debouttes, les jeunes Québécoises !

Elles bloquent, jouent au soccer, chantent du country et mobilisent la planète féministe québécoise. Elles sont jeunes, elles se disent féministes, connaissent les combats qui ont été menés par leurs aînées et poursuivent les luttes... autrement. Et les clichés, en passant, elles en ont assez.

par Angèle-Anne Brouillette, comité d'orientation éditoriale

« Les jeunes ont peur du mot “féministe” »

Travailleuse communautaire en Outaouais, Isabelle N. Miron est la cofondatrice du blogue *Je suis féministe*. En créant ce blogue, elle souhaitait donner une plateforme d'expression aux jeunes féministes de la francophonie. « Les médias font toujours appel aux mêmes porte-paroles du mouvement féministe et, à mon avis, cela représente mal sa diversité. Les féministes de la première heure sont rapides à dire que les jeunes ne sont pas féministes. C'est faux. Il y en a de plus en plus. »

« À ce compte-là, combien de mots devons-nous rayer du dictionnaire parce qu'ils font peur, parce qu'ils ne sont pas populaires ? Il faut vraiment manquer de sens historique pour dire que le féminisme n'a amené que du négatif ! », Isabelle N. Miron.

Il y a quelques années, le gouvernement du Québec a songé à transformer le *Conseil du statut de la femme* en Conseil de l'égalité, afin de rallier et mobiliser davantage. « Il y a encore du chemin à parcourir avant que les femmes atteignent la pleine égalité. Je ne nie pas que les hommes aient leurs problèmes, mais éliminer le mot féminisme et mettre en place un conseil de l'égalité... À ce compte-là, combien de mots devons-nous rayer du dictionnaire parce qu'ils font peur, parce qu'ils ne sont pas populaires ? Il faut vraiment manquer de sens historique pour dire que le féminisme n'a amené que du négatif ! » poursuit Isabelle N. Miron.

Myriam Jacob-Allard est une Montréalaise de 30 ans, originaire de l'Abitibi. Elle a été une des six artistes à participer à 24 poses féministes, un projet lancé par l'*Office national du film* et *Le Devoir*,

visant à montrer comment se perçoivent les jeunes féministes en 2012. Pour cette vidéaste, « il est important d'utiliser le mot féminisme, car il parle justement d'inégalité. Quand tu te dis féministe, ça veut dire que tu es aussi sensible aux luttes antiracistes et anticapitalistes. »

« Les jeunes ne connaissent pas leur histoire »

Myriam Jacob-Allard intègre un volet historique dans sa démarche artistique en prenant comme terreau la musique country québécoise des années 1930 à 1970. « C'est un milieu

très masculin, qui représente bien la culture québécoise de l'époque, mais de manière exagérée. Je me suis intéressée aux modèles féminins dans cette culture, car il y en a peu. À l'époque il y avait seulement Marie King. Et je me suis intéressée à l'image des femmes dans leur rôle de mère, très présente et idéalisée par les Marcel Martel et Soldat Lebrun. Tu sais, après la guerre, les femmes avaient goûté au marché du travail... J'incarne donc dans mes vidéos un persona inspiré par Marie King, elle

qui se sentait très coupable de prendre la route et de faire des spectacles en laissant ses enfants derrière elle. J'ai beaucoup questionné la quantité de modèles féminins; nous en avons très peu malheureusement. »

Des modèles, en connaissons-nous ? Micheline Dumont a publié *Le féminisme québécois* raconté à Camille à l'intention des jeunes femmes. Elle s'est vite désolée que ces dernières le lisent moins que les femmes de son âge à elle. Un désintérêt pour l'histoire des femmes et de son mouvement ? Les jeunes femmes rencontrées sont d'accord avec cette analyse, mais la modulent. La population en général connaît très peu les grandes femmes de l'histoire et les moments importants de la lutte féministe. Au banc des accusées, elles évoquent la construction du champ historique qui fait fi de la



Âgée. L'artiste Myriam Jacob-Allard et sa mère, projet 24 poses féministes.

La population en général connaît très peu les grandes femmes de l'histoire et les moments importants de la lutte féministe.

contribution des femmes dans l'histoire québécoise et l'absence de ces préoccupations dans les corpus scolaires.

Sophie Sénécal a 24 ans et travaille à la *Fédération des femmes du Québec*, où elle coordonne les *États généraux du mouvement féministe*, vaste démarche débutée en mai 2011 et se poursuivant jusqu'en mai 2013. L'objectif est de réaliser un bilan historique des avancées du mouvement

féministe des vingt dernières années et de le projeter vers l'avenir.

Isabelle N. Miron commente : « Quand il y a eu les fusions à Gatineau, on a dû rebaptiser des rues. Une association a proposé d'aller voir du côté de femmes marquantes de l'Outaouais. Et on a dit : non, non... Au Québec pourtant, seulement 15% des rues portent le nom d'une femme. Et quand je pense aux noms absurdes des nouveaux développements : le quartier du Cosmos, avec la rue de la Comète... À part le pavillon Judith-Jasmin à l'UQAM et quelques places, il n'y a rien à la mémoire des femmes. »

« Les jeunes sont individualistes »

Sabrina Vigneux a 27 ans et a grandi à Magog. Elle est membre du conseil d'administration du *Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec inc.* Après des études en science politique et en

droit, elle vit et travaille en Argentine depuis un an et demi. Pourquoi l'Argentine? Pour l'Amérique latine, l'espagnol... et le soccer. «J'adore le soccer et je pensais que les femmes jouaient ici, mais ce n'est pas du tout le cas! Je me retrouve sur les terrains avec seulement des hommes. Et c'est très difficile.»

Préoccupée par le harcèlement sexuel subi par les femmes dans les rues, Sabrina Vigneux est en réseau sur *Twitter* et *Facebook* avec les membres d'un vaste mouvement international appelé *HOLLABACK!*. Elle commente: «Ils ont fait une vaste campagne pour démystifier le harcèlement dans les rues, pourquoi ça ne devrait pas être pris à la légère. Les femmes sont ouvertement harcelées dans un espace public et c'est accepté. On dit que c'est culturel, que ça ne peut pas changer, qu'il faut l'accepter; il faudrait même en être flattées! Les femmes trouvent des façons de se regrouper et de raconter leurs histoires. Ce n'est pas individuel, c'est quelque chose de ressenti par plusieurs femmes. Ça devient collectif, mondial!»

Isabelle N. Miron tente une explication à cette perception de l'individualisme: aucune porte fermée devant les jeunes femmes, pas de domaines d'études inaccessibles parce qu'elles sont des filles. «Par contre, dans la trentaine, lorsqu'on découvre les joies de la conciliation travail/famille et le fameux plafond de verre dans le milieu du travail, on se rend compte que nos collègues masculins sont encore payés plus chers que nous pour un travail équivalent... et là il y a une prise de conscience. Les jeunes femmes vont alors se tourner vers le mouvement collectif.»

Les quatre jeunes femmes s'entendent sur une chose. Difficile pour le mouvement de parler d'une seule voix, sachant que les préoccupations sont éclectiques et en mouvance. Que faire avec la place des femmes immigrantes et racisées? Comment se préoccuper de l'image corporelle et de la construction du genre et de la féminité? Quelle place pour le mouvement *queer* et transgenre, etc? Dynamiques, plurielles, non conventionnelles et un peu baveuses, les jeunes voix féministes n'ont pas l'intention de se taire et de laisser leur place... Qu'on s'en réjouisse!

Pour information :

24 poses féministes: <http://24poses.onf.ca/#/24poses>

Blogue Je suis féministe: <http://www.jesuisfeministe.com/>

Les États généraux du mouvement féministe: <https://www.facebook.com/EtatsGeneraux>

HOLLABack: <http://www.ihollaback.org>.



Renaissance no 6. Photo prise dans le cadre du OFFTA.



Engagements citoyens et politiques de jeunes. Bilans et expériences au Canada et en Europe

Bernard Fournier et Raymond Hudon (dir.), 2012 Québec, Presses de l'Université Laval.

Le diagnostic du désintérêt et du désengagement politiques des jeunes est repris ad nauseam et il est maintenant largement accepté que la réalité de l'engagement se conçoit comme débordant les frontières du champ politique à strictement parler. Cet ouvrage propose plutôt d'explorer d'autres voies pour examiner le rapport des jeunes à la politique, en partageant les représentations de cette réalité entre universitaires et praticiens-intervenants – ceux-ci étant pour une bonne part engagés dans des activités d'animation au sein d'organismes publics ou d'organisations militantes – et entre jeunes et moins jeunes.



Statistiques sociales, pauvreté et exclusion sociale

Guy Fréchet, Danielle Gauvreau et Jean Poirier (dir.), 2012, publication en hommage à Paul Bernard, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Cet ouvrage se veut un hommage au professeur Paul Bernard du département de sociologie de l'Université de Montréal, décédé en février 2011. Paul Bernard a formé des générations d'étudiants et de chercheurs et son engagement à faire en sorte que les connaissances scientifiques soient utiles à l'élaboration des politiques publiques a contribué à faire de lui un chercheur à la fois rigoureux et engagé. Il avait la conviction que le changement social en faveur des plus démunis est un objectif louable et susceptible d'être atteint, pour peu qu'on s'en donne les moyens.



Mouvements associatifs dans la francophonie nord-américaine

Lucille Guilbert (dir.), 2012, Québec, Presses de l'Université Laval.

Cette publication porte sur les mouvements associatifs et sur leur rôle dans la vitalité, l'évolution et la diffusion de la culture d'expression française dans différentes collectivités d'Amérique du Nord. À partir d'une conception large du mouvement associatif, allant des associations et des organismes institués et mandatés officiellement aux réseaux plus informels, l'équipe a privilégié les thématiques suivantes: le rôle du politique dans la formation et le fonctionnement d'associations, les centres culturels, les associations littéraires et artistiques, les mouvements associatifs chez les étudiants, les réseaux sociaux électroniques et, enfin, le rôle des mouvements associatifs, et des réseaux formels et informels, dans l'intégration des nouveaux arrivants au sein d'espaces francophones pluriels.

Familles québécoises d'origine immigrante. Les dynamiques de l'établissement.

Fasal Kanouté et Gina Lafortune (dir.), 2011, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Les familles immigrantes vivent pour la plupart un parcours marqué par des circonstances difficiles tant au départ qu'à l'arrivée. Certaines familles bénéficient de conditions plus favorables, d'autres vivent des discriminations de tous ordres, mais presque toutes font face au défi d'assimiler rapidement les nombreux codes sociaux de leur nouveau pays, notamment les subtilités du monde du travail, du système de santé et de l'école.

On trouvera ici matière à mieux comprendre la nécessité de réponses institutionnelles pour soutenir la résilience des familles immigrantes et faire de leur projet migratoire une réussite.



Le Québec à l'heure du développement durable

Jean-Claude Thibodeau et France Lamontagne, 2012, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Ce livre trace l'historique du développement durable et définit les nombreux concepts qui y sont reliés. La performance des États est jugée en fonction de leur PIB et de la croissance annuelle de celui-ci; la performance des sociétés et des entreprises est jugée sur leur bénéfice et sur les dividendes versés aux actionnaires. Résultat : pour augmenter les bénéfices, il faut vendre de plus en plus, et pour augmenter les ventes, il faut produire de plus en plus. Ce système de croissance infini, qui pousse les consommateurs à acheter de plus en plus, semble impossible à arrêter. Pourtant, le développement durable est de plus en plus sur toutes les lèvres et des actions concrètes sont entreprises.



Nouvelles pratiques sociales, « Les personnes âgées : repenser la vieillesse, renouveler les pratiques ».

Volume 24, numéro 1, Montréal, Université du Québec à Montréal.

La revue *Nouvelles pratiques sociales* offre un dossier consacré aux personnes âgées. Présenté par Michèle Charpentier, professeure à l'École de travail social à l'UQAM, et Anne Quéniart, professeure en sociologie à l'UQAM, ce dossier comporte six articles abordant surtout les contextes de fin de carrière et de fin de vie. Les questions d'autonomie et de vulnérabilité traversent plusieurs articles de ce dossier.



The logo consists of a large red diamond with a green border. Inside the red diamond, the word "AMIS" is written in large white letters, and "DE LA REVUE" is written in smaller white letters below it.

AMIS
DE LA REVUE

Joignez-vous aux Amis de la revue!

Devenir membre c'est :

- appuyer une publication 100 % développement social, faite pour et par ses artisans et signifier sa pertinence dans le paysage médiatique actuel ;
- vous afficher comme porteur des valeurs du développement social et, ainsi, contribuer à son rayonnement ;
- avoir la possibilité d'accéder au conseil d'administration des Amis de la revue *Développement social* ;
- participer au réseautage ;
- facile ! Visitez notre site Internet : www.revueds.ca

Un aperçu de nos amis ... et bientôt des vôtres !

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière
Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Alliance de recherche universités-communautés -
Développement territorial et coopération
Alliance de recherche université-communauté -
Innovation sociale et développement des communautés
(ARUC - ISDC)
Ariane Émond
Carrefour de développement social
par l'éducation populaire (CDSEP)
CDC Vallée du Richelieu
Centraide du Grand Montréal
Centre Saint-Pierre
Chaire Approches communautaires et Inégalités
de santé (FCRSS/IRSC) Université de Montréal
Chaire de recherche du Canada en organisation

communautaire
Chaire Desjardins en développement
des petites collectivités (UQAT)
Chantale de Montigny
Coalition montréalaise des Tables de quartier
Comité sectoriel de main-d'œuvre, économie sociale
et action communautaire (CSMO - ESAC)
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
Danielle Larose
Franck Lebeau
Geneviève Giasson
Jocelyn Ann Campbell



DÉVELOPPEMENT SOCIAL



PHOTO: GUILLAUME SIMONEAU

Éditeur

Institut national de santé publique
du Québec, 945, avenue Wolfe
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3

Conseil d'administration des « Amis de la revue *Développement social* »

Sylvie Bellerose, Solidarité rurale du Québec
Élie Belley-Pelletier, Table de concertation
des forums jeunesse régionaux du Québec

Angèle-Anne Brouillette, revue
Développement social

Ariane Émond

Geneviève Giasson

Denis McKinnon, Table nationale
des Corporations de développement
communautaire (TNCDC)

Marie-Josée Ouellet, Secrétariat à l'action
communautaire autonome et aux initiatives
sociales (SACAIS)

Louis Poirier, Institut national de santé
publique du Québec (INSPQ)

Nicole René, Réseau de l'action bénévole du
Québec (RABQ)

Comité d'orientation éditoriale

Nathalie Bissonnette, *Gazette des femmes*
Angèle-Anne Brouillette, revue
Développement social

Sophie Clerc, revue *Développement social*

Suzanne Hénault, ministère des Affaires
municipales, des Régions et de l'Occupation
du territoire

Dominique Payette, Université Laval
Yvon Poirier

Coordonnatrice et rédactrice en chef par intérim

Angèle-Anne Brouillette

Ont collaboré à ce numéro

Paule Baillargeon, Elsa Beaulieu
Bastien, Joanne Blais, Nicole Boily, Odile
Boisclair, Céline Bouchard, Nicole Caron,
Rabia Chaouchi, Yasmina Chouakri,
Alexa Conradi, Mathilde Corbeil, Kim
Cornelissen, Mariame Coulibaly, Denyse
Côté, Gabrielle Desbiens, Francyne
Ducharme, Ariane Émond, Marie-
Thérèse Forest, Manon Fortier, Katie
Gagnon, Marcelle Gendreau, Myriam
Jacob-Allard, Georgette Koblan, Hélène
Lagacé, Louise Langevin, Mia Larochelle,
Marie-Josée Legault, Sylvie Lévesque,
Roselyne Mavungu, Diane Matte, Isabelle
N. Miron, Blanche Paradis, Kim Paradis,
Marcelle Perron, Chantal Proteau, Melina
Schoenborn, Sophie Sénécal, Charlotte
Thibault, Manon Tremblay, Sabrina
Vigneux.

Photos et illustrations

Mathilde Corbeil, Annick Désormeaux,
Anne-Laure Jean, Atelier NAC et
Guillaume Simoneau

Design

Atelier lapin blanc avec Annick
Desormeaux, directrice artistique
et Anne-Laure Jean, graphiste

Révision linguistique

Paul Montminy

Soutien technique

Madalina Burtan

Imprimeur

JB Deschamps

Politique éditoriale

La revue *Développement social* vise
à rendre compte de ce qui se passe dans
les communautés et les régions en matière
de développement social, à poursuivre la
promotion du développement social ainsi que
la sensibilisation des acteurs locaux, régionaux
et nationaux, par la diffusion de textes
présentant des enjeux de développement
social. Conformément aux objectifs définis,
les articles publiés doivent s'inscrire dans une
perspective d'information des lecteurs et
lectrices, et de promotion de la préoccupation
du développement social. Les textes publiés
sont sous la responsabilité de leur signataire
et n'engagent aucunement les partenaires
de la revue. Les textes publiés dans la revue
peuvent être reproduits,
à condition d'en citer la source.

Pour nous joindre

Revue *Développement social*,

190, boulevard Crémazie Est,

Montréal (Québec) H2P 1E2

Téléphone : 514 864-160

Télécopieur : 514 864-1616

Courriel : developpement.social@inspq.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du

Québec, Bibliothèque nationale du Canada,

ISSN 1488-6499

La publication de la revue est rendue possible grâce
à la contribution financière de :

La Table de coordination nationale en santé publique

La Ville de Montréal

L'Institut national de santé publique du Québec

Le Conseil du statut de la femme

Le ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

Le ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le ministère de la Santé et des Services sociaux

Visitez notre site Internet :
www.revueds.ca

DS

LA REVUE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

| À PROPOS | NOS PARUTIONS | DISTRIBUTION | AMIS DE LA REVUE | RESTER EN CONTACT

Dernier numéro : *Ce que femmes veulent* > Sommaire

Recherche: [Aller](#)

Sommaire



version PDF

DOSSIER PRINCIPAL

- DOSSIER LES LOISIRS
- DÉFIS ET ENJEUX
- SUR LE TERRAIN

NOS CHRONIQUES

- L'égalité en région québécoise
- La mosaïque de l'action féministe locale
- L'analyse différenciée selon les sexes, lentement mais sûrement vers l'égalité ?
- Dés à coudre, plans d'affaires et talons hauts
- Debouttes, les jeunes Québécoises !



A+ A-



Dans le prochain numéro

L'éducation

« Le savoir fait le bonheur »

Cette maxime empreinte de sagesse a été reprise en cœur par les étudiants au cours des dernières semaines pour nous rappeler que l'éducation est un droit universel mais surtout un facteur d'épanouissement personnel, d'autonomie et de développement social. Si le réseau scolaire est un des acteurs majeurs de la transmission du savoir, il convient de rappeler que l'éducation est l'affaire de tous et qu'elle ne peut être pensée sans la collaboration étroite de la communauté, des citoyens, de la société civile, des institutions et des entreprises. Cette collaboration se fait-elle aisément ? Quelles formes prend-elle ? Quels en sont les principaux enjeux ?

Pour son premier numéro, *Kaléidoscope* fait de l'éducation son sujet de prédilection.

PARUTIONS ANTÉRIEURES



Adressé à :

Adresse de retour :

Revue *Développement social*
Institut national de santé publique du Québec
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2